**MICHEL BRUNET**
Professeur agrégé, Institut d'histoire
Faculté des Lettres, Université de Montréal

# LA PRÉSENCE ANGLAISE ET LES CANADIENS

Études sur l'histoire et la pensée
des deux Canadas

**BEAUCHEMIN**
Montréal, 1958

L'absence de cette classe dirigeante laïque et bourgeoise, dont le rôle a été si important dans l'évolution des sociétés du monde atlantique, demeure le grand fait de l'histoire du Canada français depuis la Conquête. Cette courte et modeste étude ne constitue que le premier coup de sonde d'une vaste enquête sociologique. Il faudra de longues et patientes recherches pour révéler toute la terrible signification de la déchéance de la bourgeoisie canadienne. A la condition de savoir d'abord comment s'édifie une société normale.

# TROIS DOMINANTES DE LA PENSÉE CANADIENNE-FRANÇAISE: L'AGRICULTURISME, L'ANTI-ÉTATISME ET LE MESSIANISME*

C'est en étudiant l'évolution historique de leur pensée que les Canadiens français parviendront à mieux se comprendre et se définir. Toutefois, l'histoire intellectuelle, que les historiens considèrent comme le couronnement de leurs recherches, demeure un domaine de l'historiographie encore peu exploré au Canada français. Avant d'écrire l'histoire des idées, les chercheurs doivent établir les faits historiques eux-mêmes et évaluer exactement leur portée.

L'évolution de la pensée, à l'intérieur de toute société humaine, est intimement liée à la succession même des événements. Les hommes n'ont pas d'idées innées. Leur pensée s'échafaude en s'appuyant sur les faits dont ils sont témoins et qu'ils peuvent observer. Leur conception du monde — pour l'immense majorité — se limite aux horizons souvent bornés du milieu physique et humain dans lequel ils vivent. C'est pourquoi il faut d'abord étudier ce milieu. Leur philosophie de la vie reflète les préjugés et les insuffisances de la société à laquelle ils appartiennent. A ces facteurs, s'ajoutent toujours les influences étrangères dont l'importance varie selon le degré d'originalité de chaque société. Plusieurs groupes humains, à cause de circonstances particulières, subissent sans défense et sans profit les infiltrations extérieures.

* Essai d'histoire intellectuelle publié dans *Ecrits du Canada français,* III (Montréal, 1957): 33-117.

Ces quelques remarques laissent soupçonner toutes les difficultés que rencontre celui qui entreprend d'écrire l'histoire intellectuelle d'une société humaine.

*

L'historien de la pensée canadienne-française a une tâche particulièrement difficile. Il étudie une société dont le développement historique n'a pas été normal. C'est le cas de toutes les collectivités soumises à une domination étrangère. La nationalité canadienne-française ne fait pas exception.

De 1632 à 1760, une société canadienne, harmonieusement et solidement organisée, avait pris forme dans la vallée du Saint-Laurent. Pendant la période coloniale française, la pensée canadienne fut celle de toute société normale de l'époque en Amérique du Nord. La Nouvelle-France et ses habitants participaient intégralement à la vie politique et économique du continent américain. Explorateurs, géographes, marins, militaires, ingénieurs, commerçants, diplomates, administrateurs, les Canadiens jouaient un rôle de premier plan. Ils tenaient tête aux Espagnols et aux Anglais. En plusieurs domaines, ils étaient même à l'avant-garde. Leurs concurrents rendirent hommage à leur habileté et à leur audace en copiant leur art de la diplomatie avec les sauvages, leurs tactiques militaires et leurs méthodes d'affaires. La société canadienne de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle était dynamique et progressiste. C'était une société du Nouveau-Monde qui jouissait pleinement de sa liberté collective. Sa pensée ne pouvait pas être statique.[1]

A la suite d'une défaite militaire totale, le Canada que la France avait fondé fut conquis par l'Angleterre. Il n'y avait plus de Canada, même s'il restait encore des colons d'Amérique qui continuaient à s'appeler Canadiens. Ils durent se soumettre,

1. Voir Guy Frégault, *La Guerre de la Conquête* (Montréal et Paris, 1955), 17-100; *La Société canadienne sous le régime français* (Ottawa, 1954). Les recherches de cet historien contemporain de la colonisation française en Amérique du Nord lui permettent de réinterpréter toute l'histoire de la Nouvelle-France.



comme tous les conquis, à l'autorité de leurs vainqueurs. Ils furent privés brutalement et trop tôt des sources colonisatrices françaises dont ils avaient encore absolument besoin pour se développer normalement. L'occupation et la colonisation de leur territoire par le conquérant détruisirent presque entièrement les cadres politiques, militaires, économiques, scolaires et autres qu'ils avaient édifiés à leur service. L'historien Arthur R.M. Lower décrit ce phénomène en quelques mots durs mais justes: « La conquête est un genre d'esclavage... Toutes les structures sociales du peuple conquis sont à la merci de ses maîtres. Les conquis deviennent un peuple inférieur. »[2] Les Canadiens avaient perdu leur liberté collective.

Une collectivité canadienne se maintint dans un état misérable de survivance. Une partie considérable de l'élite avait émigré. Les anciens dirigeants canadiens demeurés au pays furent réduits à un rôle subalterne.[3] L'instruction publique, qui avait progressé normalement pendant la période coloniale française, rétrograda après la Conquête. Le Collège des Jésuites logea les troupes d'occupation. Le système scolaire attendra près d'un siècle pour se réorganiser sur des bases permanentes. Le clergé et les communautés religieuses ne reçurent plus leurs gratifications annuelles du roi de France. Impossible, pendant plusieurs années, de faire venir de l'ancienne mère-patrie les prêtres et les professeurs que la population réclame. Peu à peu, les Canadiens s'habituèrent à vivre dans l'ignorance.

La société canadienne avait été complètement désorganisée et placée dans un état d'infériorité permanente. Il lui était impossible de s'assurer par sa propre action un progrès dynamique. Les cadres britanniques s'étaient substitués aux anciens cadres canadiens. La vallée du Saint-Laurent n'était plus une colonie française. Les conquérants y fondèrent une nouvelle nation coloniale. De 1760 à 1790, les Canadiens vaincus, conquis et occupés perdirent la maîtrise de leurs destinées. Depuis cette époque

2. Arthur R.M. Lower, *Colony to Nation: A History of Canada* (Toronto, 1946), 63.
3. Voir *ante*, pp. 49-112.

*tragique* — qu'ils l'admettent ou pas, cela ne change rien, ils ont *vécu une vie diminuée*.

Voilà les faits. Personne ne peut les nier.

Dans de telles conditions, la pensée canadienne-française connut nécessairement une évolution différente de celle que l'historien constate chez les sociétés placées dans un contexte normal qui a favorisé leur plein épanouissement. Résultat: une pensée incomplète, tronquée, souvent puérile, à la remorque des influences étrangères ou se réfugiant dans un isolationisme stérile, impuissante à saisir les problèmes complexes du milieu et incapable de les définir, sujette à se nourrir d'illusions et de vastes synthèses divorcées de la réalité quotidienne, portant toutes les caractéristiques d'un infantilisme indûment prolongé. Celui qui s'attarde à souligner, sans tenir compte des conséquences terribles de la Conquête et de l'occupation étrangère, les faiblesses et les contradictions de cette pensée commet une grave injustice.[4] L'historien qui néglige ou qui refuse de voir dans la Conquête de 1760 le fait capital de l'histoire du Canada français, l'événement tragique qui a modifié complètement son orientation, prouve qu'il ignore son métier ou qu'il manque d'objectivité.

4. A ce sujet, voir l'étude de Maurice Tremblay, directeur du Département de Science politique à la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval, « Orientations de la pensée sociale », dans Jean-C. Falardeau, éd., *Essais sur le Québec contemporain* (Québec, 1953), 193-208. Le professeur Tremblay ignore complètement quelles ont été les conséquences malheureuses de la Conquête sur le développement de la pensée canadienne-française. Voir mon compte rendu critique de l'article de M. Tremblay et du livre édité par M. Falardeau dans *Canadians* et *Canadiens: études sur l'histoire et la pensée des deux Canadas* (Montréal et Paris, 1954), 107-118. M. Pierre Elliott Trudeau se rend coupable de la même injustice dans son réquisitoire passionnant et passionné contre les sociologues et les économistes de l'école nationaliste traditionnelle, voir ses deux chapitres dans Pierre Elliott Trudeau, éd., *La Grève de l'amiante* (Montréal, 1956), 3-90, 379-404. L'auteur laisse croire que ces hommes de pensée et d'action ont erré parce qu'ils étaient nationalistes. L'explication serait trop simple! Leur erreur ne vient pas du fait qu'ils ont voulu servir la collectivité canadienne-française. On devrait, au contraire, louer leur sincère désir de travailler au progrès collectif du groupe ethnique dont ils se reconnaissaient solidaires. Leur méprise c'est de n'avoir pas compris la position tragique de la nationalité canadienne-française. Si leurs conceptions économico-sociales ont été fausses ou tronquées c'est parce qu'ils étaient membres d'une nation démolie et asservie et non pas parce qu'ils étaient nationalistes. Ils ont eu le tort de croire que la collectivité canadienne-française avait conservé, malgré la Conquête, la pleine maîtrise de ses destinées. C'est ici que l'émotion nationaliste les a trompés. Ils se sont imaginé que les Canadiens français avaient puisé dans leur foi catholique et dans leur innéités françaises la force de triompher contre leur malheureux destin de peuple subjugué. Parmi ceux qui rejettent aujourd'hui les enseignements de l'école nationaliste traditionnelle, la plupart conservent encore la même illusion. Ils demeurent les héritiers et les victimes d'un passé qu'ils ignorent ou qu'ils n'ont pas compris. Leur pensée, même si elle se donne des allures modernes et pseudo-révolutionnaires, s'inspire directement de l'idéalisme et de l'optimisme de leurs anciens maîtres. Voir plus loin, pp. 161-163 et note (70). On ne doit jamais oublier que la faiblesse fondamentale de la pensée canadienne-française vient de l'incapacité ou du refus de comprendre le sens véritable de la Conquête de 1760.



Les historiens, les sociologues et les observateurs — étrangers ou d'origine canadienne-française — qui sont trop facilement portés à accuser les Canadiens français d'être un peuple routinier, opposé au progrès, généralement hostile aux idées nouvelles, retardataire — laissons de côté les accusations les plus blessantes — devraient se montrer très prudents. Qu'ils n'oublient jamais que ce peuple a subi les humiliations et les malheurs de la conquête et de l'occupation. Il est devenu une minorité dans le pays que ses ancêtres avaient fondé. Si, par solidarité raciale ou pour des fins nullement scientifiques, ils n'osent pas exposer les véritables causes du statisme social, économique et intellectuel de la société canadienne-française, qu'ils aient la décence de se taire. Ils ont toujours la liberté de diriger leurs recherches vers d'autres problèmes que ceux du Canada français.

Quant aux Canadiens français, ils se sont épuisés à réfuter les jugements sévères que compatriotes et étrangers portent sur eux depuis bientôt deux cents ans. Réaction bien naturelle mais pas toujours rationnelle. Cet état permanent de défensive a développé chez eux une tension émotive qui les a rendus particulièrement susceptibles. Pour se défendre contre ce qu'ils jugeaient être des calomnies, ils ont souvent faussé l'interprétation des faits et nié l'évidence même. Ces exercices d'apologétique nationale ont même développé chez plusieurs générations un curieux complexe de supériorité. A l'époque du romantisme canadien, toute une école d'historiens, d'essayistes, de poètes et de littérateurs, dont l'influence se prolonge jusqu'à nos jours, expliqua doctement que les Canadiens français avaient des innéités particulières, qu'ils n'étaient pas comme les autres hommes, qu'ils

avaient un destin spécial en terre d'Amérique, qu'ils formaient une civilisation complémentaire de la civilisation anglo-canadienne.

Les Canadiens français crurent en la psychologie des peuples et s'appuyèrent sur cette prétendue science[5] pour expliquer leur évolution historique différente de celle de leurs concitoyens anglo-saxons. Leurs faiblesses devinrent des qualités et leurs insuffisances, des signes secrets de prédestination. Quiconque mettait en doute la supériorité, la vertu et le génie de la nation canadienne-française fut anathème. Un nationalisme messianique d'inspiration romantique et romanesque donna naissance à un patriotisme sonore et impuissant.

*

L'époque du romantisme est révolue. Les nouvelles générations, initiées aux méthodes scientifiques de recherches, rejettent les hypothèses de la psychologie des peuples. Elles ne croient plus aux vocations terrestres des races et des nationalités. L'observation des faits leur a enseigné que les nations et les Etats ne se bâtissent pas sur des rêves et des illusions. Elles sont réalistes et demandent à connaître toute la vérité sur le passé et le présent de la société à laquelle elles appartiennent. Elles attendent des chercheurs en sciences sociales les données, les faits, les explications et les conclusions dont elles ont un urgent besoin pour éclairer leur action au moment où elles se sentent bouleversées et bousculées par la marche rapide des événements.

Il appartient aux historiens de la nation canadienne-française de s'acquitter de leurs responsabilités et de répondre à cette attente. L'historien qui hésiterait à exposer franchement les conclusions de ses recherches manifesterait peu de courage intellectuel et manquerait de confiance envers ses compatriotes. Ceux-ci ne

5. Voir Ruth Benedict, *Patterns of Culture;* Marcel Rioux, *Anthropologie et psychologie des peuples* (Paris, 1953). Ces auteurs démontrent, à la suite de plusieurs autres spécialistes, que la psychologie des peuples n'est pas une science.



craignent pas la vérité qui libère ceux qui la possèdent, promet l'évangile.

*

Depuis un siècle, une école de pensée a dominé et orienté toute la société canadienne-française: l'agriculturisme.

Comment définir l'agriculturisme? Répondre que c'est un amour déréglé de l'agriculture demeure une définition incomplète. L'agriculturisme est avant tout une façon générale de penser, une philosophie de la vie qui idéalise le passé, condamne le présent et se méfie de l'ordre social moderne. C'est un refus de l'âge industriel contemporain qui s'inspire d'une conception statique de la société. Les agriculturistes soutiennent que le monde occidental s'est égaré en s'engageant dans la voie de la technique et de la machine. Ils dénoncent le matérialisme de notre époque et prétendent que les générations précédentes vivaient dans un climat spiritualiste. Selon eux, l'âge d'or de l'humanité aurait été celui où l'immense majorité de la population s'occupait à la culture du sol. Avec nostalgie et émoi, ils rappellent le « geste auguste du semeur ». Leurs écrits décrivent sans se lasser les scènes idylliques de la vie des champs. Les *Géorgiques* de Virgile restent leur modèle littéraire. Ils semblent oublier que le grand poète latin a pu composer ses œuvres grâce aux subventions généreuses d'un empereur qui ne gouvernait pas un Etat habité uniquement par des paysans. Ceux-ci auraient été incapables de financer la lyre de Virgile. Que les hommes, chantent en chœur les agriculturistes, étaient bons et vertueux lorsqu'ils étaient tous paysans! Comme ils sont devenus méchants depuis qu'ils sont citadins!

Les agriculturistes n'ont pas réussi à empêcher l'évolution contemporain du monde atlantique. L'industrie n'a pas attendu leur permission pour se développer. Mais, ils espèrent bien avoir leur revanche. Ils gardent la conviction que l'homme regrettera amèrement d'avoir abandonné la vie pastorale pour s'engouffrer dans l'âge industriel. Aux sociétés encore rurales, ils répètent les enseignements de Sully et des physiocrates. Ils persistent à soutenir que la vraie puissance des nations et les grandes civilisations s'édifient sur l'agriculture et la paysannerie.

L'agriculturisme a recruté ses disciples dans toutes les sociétés du monde atlantique. Particulièrement en France où les régions rurales exercent une grande influence électorale qui n'a pas toujours servi les meilleurs intérêts de la nation. Des économistes et des sociologues français, qui étaient surtout des littérateurs, ont boudé le monde moderne. Leurs enseignements ont conduit une partie importante de l'élite française à une impasse. Particulièrement dans les milieux catholiques et de droite. C'est un romancier français qui a écrit *La Terre qui meurt*. Aujourd'hui, c'est la France qui se meurt parce qu'elle n'a pas su moderniser assez rapidement son économie et ses institutions pour faire face à la concurrence impitoyable de ses rivaux d'Europe et d'Amérique.

Au Canada anglais et aux Etats-Unis, l'idéal agriculturiste a eu d'éloquents défenseurs. Néanmoins, ceux-ci furent toujours une minorité dont l'influence était restreinte à quelques milieux isolés. Leurs conceptions sociales et économiques n'ont pas guidé les principaux dirigeants de la politique, de l'économie et de l'enseignement.

La situation fut bien différente au Canada français. Tous les principaux dirigeants de la société québécoise, dans les milieux laïcs et ecclésiastiques, ont adhéré avec enthousiasme, unanimité et crédulité à tous les enseignements et à toutes les illusions de l'agriculturisme. Seule une très petite minorité tenta de réagir. Son action, souvent mal inspirée et mal orientée, ne réussit pas à faire contrepoids à l'influence agriculturiste. Cet essai d'histoire intellectuelle se propose d'expliquer pourquoi celle-ci l'emporta.

*

La Nouvelle-France n'était pas une colonie uniquement agricole. Sa population se composait de paysans, d'artisans, de marchands, de seigneurs, d'administrateurs, d'hommes de loi, de fonctionnaires, de marins, de professionnels, de militaires et d'hommes d'affaires. Ceux-ci semblent avoir été très prospères puisqu'à la fin de la période française le Canada comptait une



quarantaine de millionnaires. Le commerce des fourrures fut la grande source de revenus de la colonie. Celle-ci avait des chantiers maritimes, des scieries et des tanneries, elle produisait du chanvre et du lin pour des fins industrielles, sa potasse servait à faire du savon, ses forges du Saint-Maurice constituaient une véritable industrie sidérurgique où travaillaient plus de cent ouvriers — chiffre énorme pour l'époque. Près du quart des habitants vivaient dans les villes de Québec, Montréal et Trois-Rivières. Jean Talon avait compris que c'était le « commerce qui fait l'âme de l'établissement ».[6]

La population ne manifestait qu'un intérêt médiocre pour l'agriculture. Tous les intendants le constatent dans leurs rapports au gouvernement métropolitain. Les principaux dirigeants de la colonie n'entretenaient aucune admiration particulière pour les travaux et la vie des champs. Les gens des campagnes ne leur apparaissaient pas plus doués ou meilleurs que ceux des villes. L'intendant Hocquart juge même que les citadins « sont moins vicieux » que les paysans.[7] Mgr Hubert déplore, à plusieurs reprises, la mauvaise conduite des campagnards qui célèbrent dans les cabarets les fêtes d'obligation et les fêtes patronales de leurs paroisses respectives.[8] Personne ne semble soutenir que la vertu se soit réfugiée dans les campagnes. Tout indique que la mystique rurale n'était pas l'un des thèmes favoris de la pensée canadienne au XVII$^{e}$ et au XVIII$^{e}$ siècles.

Les Canadiens de cette époque ne prétendaient pas et ne croyaient pas que l'agriculture offrait un état de vie privilégié, une occupation de choix. Ils étaient cultivateurs pour gagner leur vie et celle de leurs enfants. Ils n'avaient pas l'impression d'avoir conclu un pacte solennel et sacré avec la terre et la quittaient

6. Talon à Colbert, 4 octobre 1665, dans Brunet-Frégault-Trudel, *Histoire du Canada par les textes* (Montréal, 1952), 42.

7. *Ibid.*, 67.

8. Mgr Hubert à Hugh Finlay, 28 décembre 1789, *Rapport de l'Archiviste de la province de Québec pour 1930-1931* (RAPQ), 225; *id.* au curé de Repentigny, 3 septembre 1790, Archives de l'archevêché de Québec (AAQ), Registre des lettres. 1: 143; *id.* au curé de Varennes, 10 juillet 1795, RAPQ (1930-1931), 317; *id.* au curé de la Pointe-du-Lac, 12 mai 1796, *ibid.*, 333.

sans remords lorsqu'ils pouvaient obtenir un emploi plus rémunérateur. C'est ce qu'ils feront toujours, d'ailleurs. Malgré les supplications des agriculturistes. En 1790, l'évêque de Québec rejette même la requête d'un curé qui lui demande d'insister, dans sa prochaine lettre pastorale, sur la nécessité d'encourager l'agriculture. La réponse de Mgr Hubert ne manque pas d'intérêt et démontre que son auteur n'avait pas subi l'influence de l'agriculturisme: « Je ne goûte point (pace tuâ dixerim) l'idée que vous me suggérez de donner des réflexions sur l'agriculture etc. comme le résultat des observations faites dans ma visite pastorale. Administrer aux fidèles les sacrements et la parole de Dieu, leur recommander la chasteté, la charité, l'obéissance aux puissances légitimes, l'assiduité au travail considéré comme peine du péché et remède à la concupiscence que fomente l'oisiveté, apaiser les différends et réunir les cœurs, voilà dans la réalité les seuls objets qui ont fixé mon attention et sur lesquels j'aurai à répondre devant Dieu et devant les hommes. Si vous croyez pouvoir faire les observations en question avec succès et avantage pour le public, faites-le en votre nom; j'en serai charmé. Cependant, croyez-moi, n'insistez pas sur [auprès de] la population. On passera toujours à un prêtre de ne point prêcher sur cet article. »[9]

Même si l'agriculture employait la majorité de la population, on ne considérait pas la culture du sol comme la plus grande richesse de la colonie. Le traité de Versailles, qui mit fin à la Révolution américaine, jeta la consternation chez les hommes d'affaires canadiens. L'un d'eux confie à un correspondant: « Chaque individu se croit voir arracher le bras droit en perdant les pays d'en haut; en effet, c'est une perte à jamais irréparable et que je ne prévois pas que nous puissions réparer sitôt par toute autre branche de commerce. L'agriculture seule nous offre des ressources; mais ses opérations lentes ne sont du tout point du goût des Anglais commerçants et ils sentent si bien le vide dans lequel nous allons tomber qu'ils se proposent de chercher ailleurs

9. *Id.* au curé de Repentigny, 3 septembre 1790, AAQ, Registre des lettres, 1: 143-144.



des moyens plus prompts pour flatter leur ambition. »[10] L'expression « le vide dans lequel nous allons tomber » mérite d'être retenue. Un homme d'affaires canadien, député à la première session de l'Assemblée du Bas-Canada, déclare que les Anglais ont drainé par leur monopole du commerce toutes les ressources de la colonie.[11] Philippe de Rocheblave et ses contemporains n'auraient jamais eu la naïveté de soutenir sérieusement que les peuples agricoles sont les plus riches et les plus puissants, les représentants et les défenseurs d'une forme supérieure de civilisation. L'expérience et l'observation des faits quotidiens leur avaient enseigné que le commerce et l'industrie sont les véritables sources de la richesse pour une nation. C'est sur ces bases matérielles que celle-ci peut bâtir une haute civilisation.

Les Canadiens se rendirent compte peu à peu que la Conquête et l'occupation de leur territoire les avaient forcés à compter de plus en plus sur l'agriculture pour assurer leur subsistance. Ils furent loin de s'en réjouir. En 1832, le journal *La Minerve* reconnaît que la culture du sol est un stage pionnier dans la mise en valeur d'un territoire et constate avec alarme que les Canadiens semblent condamnés à demeurer continuellement « dans l'état des premiers colons ».[12] *L'Echo du Pays* soutient que la politique du gouvernement contribue à rendre les Canadiens « sans industrie», « sans connaissances », « pauvres » et « sans importance ».[13] L'auteur de cet article voit plus loin que la culture du sol: il n'accuse pas les autorités coloniales d'empêcher la population de cultiver la terre. Quelques hommes d'affaires canadiens tentèrent, au cours des années qui précèdent la Rébellion de 1837, d'édifier une économie canadienne-française qui ne reposerait pas uniquement sur l'agriculture et sur la propriété foncière.[14] Leur pro-

10. J.-F. Perrault à Perrault l'aîné, 4 mai 1783, Archives canadiennes (AC), Collection Baby, No 3338.

11. Discours de Philippe de Rocheblave à l'Assemblée législative du Bas-Canada, le 21 janvier 1793, *Gazette de Québec,* 7 février 1793. Voir *ante,* p. 110.

12. *La Minerve,* 19 mars 1832.

13. Article reproduit dans le *Canadien* du 1er juillet 1835. Cité par Gérard Parizeau, « Aperçu de la situation économique dans le Bas-Canada vers 1837 », *Rapport* de la Canadian Historical Association (1937), 55, note (13).

14. Voir documents à ce sujet publiés dans *Histoire du Canada par les textes,* 146-148.

gramme ambitieux, qui souleva les craintes et l'opposition des commerçants et des financiers anglais du Bas-Canada, prouve qu'ils n'étaient pas des agriculturistes.

*

L'agriculturisme ne devient un credo national qu'après la première moitié du XIX$^{e}$ siècle. Parce qu'ils n'avaient pas pu se diriger vers les autres domaines de l'activité économique, les Canadiens ont nourri un amour déréglé de l'agriculture. Ils ont voulu maintenir, coûte que coûte, l'ancien ordre social rural et communautaire qui leur avait servi de refuge après la Conquête. Ils avaient acquis une conception diminuée de la vie et de l'économie. Incapables de continuer les traditions commerciales et industrielles des fondateurs de l'Empire française d'Amérique, ils se sont convaincus que la culture du sol leur fournirait les bases économiques d'une société prospère. Obligés de se faire colons et paysans, ils ont conclu — ou plutôt leurs dirigeants ont conclu pour eux — qu'ils avaient une vocation agricole.

Hommes politiques, chefs ecclésiastiques, éducateurs, écrivains, prédicateurs, conférenciers, poètes et orateurs populaires se sont ligués pour convaincre les Canadiens français qu'ils devaient demeurer agriculteurs. Georges-Etienne Cartier, qui fit fortune comme avocat des compagnies de chemins de fer, les prévint que, s'ils abandonnaient le sol, « ce jour-là finira notre nationalité ».[15] Fait étrange: les politiciens qui suppliaient leurs compatriotes de ne pas vendre leurs terres ne manifestèrent pas beaucoup de prévoyance lorsqu'ils eurent la responsabilité de faire mettre en valeur les ressources naturelles de la province. Les Canadiens qui se voyaient forcés de s'exiler aux Etats-Unis pour assurer leur avenir et celui de leurs nombreux enfants furent dénoncés comme « traîtres », « renégats » et « déserteurs ». Les mêmes accusations s'adressèrent aux familles rurales qui vinrent s'établir dans les centres urbains. Combien de romans du terroir se sont apitoyés sur les sombres malheurs des citadins et

15. Discours prononcé à titre de président de la Société Saint-Jean-Baptiste, le 21 octobre 1855, dans *ibid.*, 187.



ont décrit les bonheurs extatiques des paysans! Si c'était vrai, pourquoi les gens quittaient-ils la campagne?[16] Des fabricants de rimes, auxquels des admirateurs naïfs avaient donné le titre de poètes, ont chanté avec tremolo les travaux des champs et la pureté exemplaire des mœurs campagnardes.

Il est amusant de relire Henri-Raymond Casgrain lorsqu'il condamne sévèrement la conduite des Franco-Américains qui viennent se promener dans les campagnes québécoises. Leur visite aurait fortement encouragé les paysans à imiter « ces Canadiens des Etats-Unis qui [ont] quitté la charrue de [leurs] père[s] pour aller se faire esclave[s] dans quelque manufacture ».[17] L'auteur aurait dû se montrer moins sévère pour ses pauvres compatriotes

16. M. Maurice Séguin, professeur à l'Institut d'histoire de l'Université de Montréal, a répondu à cette question, voir « La Nation canadienne et l'agriculture, 1760-1850 » (thèse manuscrite de doctorat ès lettres, Université de Montréal, 1948) et « La Conquête et la vie économique des Canadiens », *Action nationale*, 28 (décembre 1946): 308-326. Impossible de comprendre l'histoire du Canada anglais et du Canada français sans tenir compte des recherches et de l'enseignement du professeur Séguin.

17. Article écrit en 1882, dans Henri-Raymond Casgrain, *Œuvres complètes* (Montréal, 1884-1885), 1: 349. Voir aussi les admonitions et les exhortations de [T.-B. Pelletier,] *Considérations sur l'agriculture canadienne au point de vue religieux, national et du bien-être matériel* (Québec, 1860), de Z. Lacasse, *Une Mine produisant l'or et l'argent, découverte et mise en réserve pour les cultivateurs seuls* (Québec, 1880) et du même auteur, *Une Mine de pierres détachées à l'usage des cultivateurs* (Québec, 1881). Ceux qui préfèrent consulter un auteur contemporain qui a réuni en un seul volume toutes les aberrations de la pensée agriculturiste traditionnelle s'amuseront à feuilleter F. Chicoine, *Précis de doctrine rurale à l'usage des Canadiens français* (Montréal, 1948). Voici une perle parmi plusieurs autres: « En vertu des statistiques, l'agriculture est l'industrie qui emploie le plus d'hommes, dispose du plus gros capital et rapporte les bénéfices les plus considérables (p. 103). » Les pages sur l'influence de la vie rurale dans la formation esthétique des campagnards et sur l'éducation des sens sont uniques en leur genre (pp. 73-76). Les villes et les citadins reçoivent leur dû: « C'est dans les villes également, que se rencontrent les sectes protestantes, les sociétés secrètes et autres groupements culturels opposés à notre foi dont la propagande insidieuse et zélée fait de nombreuses victimes parmi les nôtres, [...] Par contre, nombre d'emplois, en ville, sont loin d'être assurés: s'il s'en présente parfois de faciles, c'est qu'ils sont en même temps louches et risqués (pp. 55 et 57). » L'auteur se méfie de la pensée désintéressée et voit dans la vie rurale un facteur bienfaisant d'engourdissement intellectuel: « La campagne exerce sur les mœurs une influence des plus salutaires: elle empêche le rural de se livrer aux divagations de l'esprit en l'astreignant à un labeur rude et absorbant (p. 56). » Néanmoins, il demeure convaincu que la campagne donne un « apport » important « aux opérations de l'esprit et à la science » même si les ruraux ne souffrent pas de « la tension des divertissements intellectuels » (pp. 61 et 69).

qui tentaient désespérément d'améliorer leur sort en acceptant un emploi dans l'industrie. Lui-même avait fort goûté le luxe des hôtels américains et conservait un excellent souvenir d'un récent voyage en Floride où un millionnaire américain l'avait reçu à bord d'un yacht princier.[18] Croyait-il que les paysans canadiens devaient continuer à se contenter du niveau de vie qui avait été celui de leurs aïeuls à la fin du XVIII^e^ siècle? Telle semble avoir été l'opinion des agriculturistes québécois.

Un discours de Mgr Laflèche résume bien toute la pensée des milieux officiels les plus influents du Canada français dans la dernière décade du XIX^e^ siècle. L'évêque des Trois-Rivières s'adressait à des missionnaires agricoles réunis en congrès à Oka.[19] Après avoir rappelé la grande loi du travail à laquelle tous les hommes doivent se soumettre, il proclame: « Or, je n'hésite pas à dire, Messieurs, que le travail agricole est celui de l'état normal de l'homme ici-bas, et celui auquel est appelée la masse du genre humain. C'est aussi celui qui est le plus favorable au développement de ses facultés physiques, morales et intellectuelles, et surtout celui qui le met le plus directement en rapport avec Dieu. » Il cite Sully, le ministre de Henri IV, et commente: « Oui! la prospérité et l'avenir des Canadiens Français se trouvent dans la culture et les pâturages de son riche territoire [celui de la Nouvelle-France]. Puisse le peuple canadien comprendre cette vérité importante, et ne la jamais perdre de vue, s'il veut accomplir les grandes destinées que lui réserve sans aucun doute la Providence. » Comme on peut s'en rendre compte, l'attitude des chefs religieux avait bien changé depuis Mgr Hubert.[20]

L'orateur s'alarme devant l'émigration qui, selon lui, révèle « quelque chose d'anormal ». A titre de pasteur et de Canadien français, il prévoit les conséquences malheureuses de cet exode massif d'un petit peuple auquel il est entièrement dévoué. Il cherche en vain à s'expliquer pourquoi ses compatriotes quittent la terre. Ses connaissances limitées en science économique, ses idéaux agriculturistes et son ignorance des problèmes fondamentaux de la société canadienne-française depuis la Conquête — ignorance qu'il partage avec tous ses contemporains — le rendent involontairement injuste. Il conclut que l'amour du luxe, les folles dépenses, les nouvelles modes féminines sont les principales causes de l'exode rural et de l'émigration. Les jeunes Canadiens et les jeunes Canadiennes manqueraient de courage et refuseraient « de se soumettre à la loi du travail telle que je viens de vous l'exposer. Le défrichement et la mise en valeur du sol canadien leur a paru à un grand nombre un travail trop dur et par trop pénible. Au pain commun du courageux colon, ils ont préféré le pain blanc du maître américain; au travail isolé et libre du jeune cultivateur, ils ont préféré le travail enregimenté des boutiques américaines. »

18. Casgrain, *Œuvres*, 1: 323-347.

19. Discours prononcé le 9 août 1895, dans Arthur Savaète, éd., *Œuvres oratoires de Mgr Louis-François Laflèche* (Paris, s.d.), 428-437.

20. Voir plus haut, pp. 121-122.



Cette même explication est revenue tel un leitmotiv dans toutes les exhortations des agriculturistes. Ceux-ci, qui avaient eux-mêmes abandonné les modes de vie de leurs ancêtres et dont les besoins étaient ceux de leur époque, s'imaginaient que la masse de leurs compatriotes refuserait les avantages matériels et le confort de la vie moderne. De plus, ils ne se rendaient pas compte que la province de Québec était un territoire sous-développé, incapable de faire vivre toute sa population. Les Canadiens n'avaient pas le choix: ils étaient condamnés à se satisfaire d'un niveau de vie inférieur ou devaient aller demander leur « pain blanc » aux capitalistes étrangers. Ils émigrèrent parce que la société canadienne-française n'avait pas, depuis la Conquête, les cadres économiques minimums pour assurer un travail rémunérateur à tous ses membres. Lord Durham avait prévu, dès 1839, cette échéance fatale: « Je désire plus encore l'assimilation [des Canadiens] pour l'avantage des classes inférieures. Leur aisance commune se perd vite par suite du surpeuplement des réserves [les seigneuries] où elles sont enfermées. S'ils essaient d'améliorer leur condition, en rayonnant aux alentours [émigration en Nouvelle-Angleterre], ces gens se trouveront nécessairement de plus en plus mêlés à une population anglaise; s'ils préfèrent demeurer sur place, la plupart devront servir d'hommes de peine aux in-

dustriels anglais. Dans l'un et l'autre cas, il semblerait que les Canadiens français sont destinés, en quelque sorte, à occuper une position inférieure et à dépendre des Anglais pour se procurer un emploi. »[21] Prédiction terrible que l'évolution économico-sociale de la nation canadienne-française, depuis un siècle, n'a pas démentie.

*

Grâce au capital des entrepreneurs britanniques, anglo-canadiens et américains, la province de Québec put enfin s'industrialiser et offrir de l'emploi à sa population. La propagande des agriculturistes n'a pas, heureusement, empêché les lois économiques de fonctionner. Cette industrialisation, très embryonnaire jusqu'à la première grande guerre, progressa rapidement de 1915 à 1928. Puis, vint la grande dépression qui exposa à nu toutes les faiblesses de l'économie québécoise.[22] La deuxième grande guerre et les besoins des marchés internationaux durant les douze dernières années ont accéléré l'industrialisation du Québec. L'abondance des ressources naturelles et la présence d'une main-d'œuvre nombreuse, docile et peu exigeante ont encouragé les capitalistes étrangers à s'y établir. Les dirigeants politiques ont eu la sagesse de ne pas écouter trop servilement les prophètes agriculturistes et ne négligèrent rien pour les attirer. Ils les reçurent à bras ouverts. Comme de véritables sauveurs dont l'initiative mit presque entièrement fin à l'émigration. Ils cédèrent les pouvoirs d'eau, les forêts et les mines à des conditions particulièrement avantageuses. Les grandes compagnies anonymes en profitèrent.

La prospérité apparente de la province n'a toujours trompé que les aveugles. L'équipement économique du Québec demeure celui d'un territoire sous-développé. Même en période dite de pleine embauche, elle compte un surplus de main-d'œuvre et ses ouvriers occupent proportionnellement un trop grand nombre d'emplois peu rémunérés.[23] Les capitalistes étrangers qui ont mis

21. Rapport Durham, dans *Histoire du Canada par les textes*, 163.
22. Voir Victor Barbeau, *Mesure de notre taille* (Montréal, 1936).
23. Voir l'étude révélatrice de Huet Massue, « Coup d'œil sur l'économie canadienne », *Revue trimestrielle canadienne*, 39 (été-automne 1953): 115-126.



en valeur les ressources naturelles et humaines du milieu québécois ont cherché d'abord à retirer le maximum de leurs placements. N'appartenant pas à la société canadienne-française, ils eurent un sens trop souvent très limité de leurs responsabilités envers celle-ci. C'est sans scrupule qu'ils ont pratiqué une économie d'exploitation. L'industrie primaire et d'extraction a retenu surtout leur attention. De préférence, ils établirent en dehors de la province les industries de transformation moins sujettes aux fluctuations économiques et qui exigent une main-d'œuvre spécialisée et bien payée. Inutile d'ajouter que les postes de commande et les emplois grassement rétribués ne vont pas, en général, aux employés canadiens-français. Une discrimination discrète mais très efficace opère à tous les échelons des grandes compagnies *Canadian* ou *American* du Québec. Il est très normal qu'il en soit ainsi et ceux qui s'en scandaliseraient prouveraient qu'ils ignorent l'histoire économique et politique de leur pays.

Pourquoi se le cacher? Le nouvel ordre économico-social de la province de Québec s'est édifié sans la participation active des Canadiens français. Ceux-ci se contentent de former plus de 80% de la population québécoise. Celle-ci n'a jamais eu une économie mise à son service parce que les Canadiens français ont été impuissants à industrialiser et à moderniser eux-mêmes leur territoire. Ce sont les capitalistes étrangers qui les ont initiés au monde moderne. Le Canada français a été colonisé par le Canada anglais. Toutes les sociétés paysannes privées d'une classe d'entrepreneurs autochtones subissent le même sort. Il faut reconnaître, toutefois, que le niveau de vie de la population s'est amélioré considérablement. Il serait injuste de ne pas l'admettre. Personne n'a le droit de reprocher aux capitalistes *Canadian* et *American* d'avoir fondé des usines et des commerces qui ont donné de l'emploi aux Canadiens français et leur ont permis de demeurer dans leur province. Celle-ci compte actuellement une population canadienne-française dont le pourcentage par rapport au nombre total de ses habitants est plus élevé que jamais auparavant. Une étude objective du problème canadien-français doit

conduire à une action positive. Non pas à des jérémiades et à des réquisitoires.

*

Cette industrialisation et cette urbanisation dues à l'initiative opportune des *Canadians* et des *Americans* ont jeté très tôt la panique parmi les agriculturistes. Les centres urbains, la grande industrie et les puissantes entreprises anonymes de commerce et de finance furent l'objet de dénonciations passionnées et éloquentes. Dès 1840, l'évêque de Montréal mettait en garde ses ouailles « plus exposé[e]s au danger de périr éternellement, parce que le séjour de la ville que vous habitez est de soi une occasion des plus dangereuses à votre innocence ».[24] Pour bien comprendre les justes alarmes de Mgr Bourget, il faut se rappeler que les catholiques canadiens-français formaient alors une minorité à Montréal. Les capitalistes anglais du Bas-Canada avaient organisé ce centre économique. Un célèbre orateur populaire que nos

24. *Mandements... publiés dans le diocèse de Montréal,* I: 103. Il est intéressant de rappeler qu'un siècle auparavant Mgr de Pontbriand, dernier évêque de Québec sous le régime français, avait éloquemment défendu les villes et montré l'importance de leur rôle dans toute société normale. Sa pensée n'avait rien d'agriculturiste. A cause de la disette qui sévissait alors dans la colonie, le gouvernement avait taxé le prix du blé. Cette mesure avait provoqué le mécontentement des paysans qui désiraient profiter des circonstances pour augmenter leurs gains. Plusieurs d'entre eux ne voulaient pas venir porter leur blé au marché. L'évêque publia un mandement leur indiquant quels étaient leurs devoirs envers les citadins: « Les villes sont, Nos Très Chers Enfants, comme le centre de cette colonie; deviendriez-vous des membres injustes qui refuseraient au cœur attaqué un sang qui lui est nécessaire? C'est dans les villes que vous trouvez ce qui manque dans vos campagnes; c'est dans les villes où plusieurs de vos enfants reçoivent une éducation chrétienne; seriez-vous assez ingrats pour violer les lois d'une reconnaissance parfaite et que le ciel récompensera au centuple? c'est dans les villes où les hôpitaux sont ouverts pour vous recevoir dans vos infirmités; procurez à ces maisons qui seront à jamais les augustes monuments de la piété de vos parents, un secours qu'elles attendent avec impatience; c'est dans les villes où la justice règle vos différends et fait rendre à un chacun ce qui lui appartient; c'est là où réside d'une manière particulière l'autorité Royale et où Sa Majesté entretient un grand nombre de troupes pour la défense de cette colonie, pour maintenir la tranquillité publique et assurer votre repos; c'est enfin dans les villes où se réfugient les pauvres des campagnes qui viennent surcharger les citoyens. De tels motifs ne suffisent-ils pas, Nos Très Chers Enfants, pour vous faire sentir le faux des prétextes que l'esprit d'avarice pourrait vous suggérer et l'obligation indispensable où vous êtes de secourir promptement les villes de cette colonie? », 15 octobre 1742, dans *Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec,* 2: 23.



grands-pères ont applaudi attaquait avec violence le nouvel ordre économico-social: « Le séjour des grandes villes n'a-t-il pas déteint considérablement sur nos mœurs, notre foi, notre patriotisme? En abandonnant l'agriculture par laquelle Dieu nous promettait une existence paisible, n'avons-nous pas profondément altéré notre caractère national? Ne nous étiolons-nous pas dans l'air empesté de nos grands centres? [...] Nos grandes cités deviennent hétérogènes! Le Juif en prend possession avec son or enfoui sous ses loques; le méridional, avec son poignard caché dans son sein; le saltimbanque, avec ses théâtres immondes; l'impie, avec ses principes subversifs; le sectaire, avec sa haine féroce! »[25] Un propagandiste officiel de la colonisation agricole supplie ses compatriotes: « Canadiens Français ne quittez pas vos fermes pour aller vivre dans les villes, au milieu de la poussière des manufactures et du cri strident des usines... »[26]

On refusa le progrès contemporain parce qu'on ne savait pas comment le mettre au service du Canada français. Face aux conséquences sociales immédiates de l'industrialisation et de l'urbanisation pour la société paysanne canadienne-française, on était incapable d'en retirer tous les bénéfices. En 1926, un spécialiste en science agricole, dont le livre était préfacé par le secrétaire général de l'Université de Montréal, proposait un retour à l'époque des seigneuries: « En étudiant notre histoire agricole, nous comprendrons aussi qu'il est utile de reprendre certaines pratiques d'autrefois si nous voulons équilibrer notre vie économique. Qu'il faut revenir aux travaux domestiques de la laine et du lin, au pain naturel. »[27] Plusieurs observateurs de la scène canadienne-française s'ingénièrent à découvrir des arguments subtils pour expliquer l'impuissance économique de leurs compatriotes: « Leur sens de l'histoire, leur connaissance des valeurs nationales, leur acceptation des devoirs sociaux, les éloignent de la civilisation purement économique qui met en péril l'originalité

25. *Discours de M. Chs. Thibault à l'occasion de la fête nationale, 1904* (Collection des Archives du Séminaire des Trois-Rivières, 121/17), 17-19.

26. Ivanhoë Caron, *Centres de colonisation du Nord-Ouest de la province de Québec* (Québec, 1912), 55.

27. Alphonse Désilets, *Pour la terre et le foyer* (Québec, 1926), 17.

des peuples où dominent les exigences du succès financier. »[28] La seule façon pour une nation d'affirmer et de conserver son originalité c'est de dominer le milieu physique où elle vit et d'en faire un territoire hospitalier et prospère pour tous ses membres. Henri Bourassa, dont le talent, l'audace et l'éloquence étonnèrent ses contemporains habitués à un conformisme suffocant, a toujours vu dans la société rurale québécoise le complément indispensable de la civilisation *Canadian.* Aveuglé par les théories de la psychologie des peuples, répétées de génération en génération, il croyait sincèrement que les Canadient français ne pouvaient réussir que dans l'agriculture. Et il s'en réjouissait![29]

*

La pensée agriculturiste a pénétré tous les degrés de l'enseignement.

Alors qu'il était étudiant en philosophie, Edouard Montpetit s'interrogeait sur son avenir. Il reçut ce conseil de son directeur de conscience: « Mon cher Edouard, vous ne ferez rien de bon à moins de devenir agriculteur, de vous installer sur une terre. »[30] Telle était la profession qu'un éducateur proposait à l'un des plus brillants élèves du Collège de Montréal, au début du XX^e^ siècle. M. Montpetit raconte cet incident sans manifester le moindre étonnement. A combien de centaines d'autres collégiens ambitieux et prometteurs, des professeurs agriculturistes n'ont-ils pas donné le même avis? Combien de dictées, de textes de lecture, de problèmes d'arithmétique, d'analyses littéraires, de morceaux choisis appris par cœur, de dissertations ont developpé et exploité le culte agriculturiste? Depuis l'école primaire jusqu'à l'université.

Dans les cadres de l'enseignement supérieur ou en dehors de ceux-ci, des économistes et des sociologues de mentalité paysanne ont affirmé que l'agriculture était suffisante pour assurer

28. Edouard Montpetit, *D'Azur à trois lys d'or* (Montréal, 1937), 63.

29. Il y revient dans plusieurs de ses écrits. Voir sa conférence prononcée, en 1900, au Cercle Ville-Marie, « Le rôle des Canadiens français », texte inédit donné par l'*Action nationale,* 43 (janvier 1954): 113-138.

30. Edouard Montpetit, *Souvenirs* (Montréal, 1944-1949), 1: 21.



la prospérité d'un peuple et lui permettre d'établir ses familles nombreuses. Ces théoriciens en sciences sociales avaient souvent reçu une formation incomplète. Sans s'en rendre compte, ils étaient victimes des préjugés du milieu et incapables de s'en libérer. Ils avaient été formés ou influencés par des maîtres français de tradition agriculturiste ou libérale qui connaissaient très mal l'économie nord-américaine et qui ignoraient tout des problèmes économiques et sociaux de la nation canadienne-française. Le cas de M. Edouard Montpetit, qui fut secrétaire général de l'Université de Montréal et fondateur de la Faculté des Sciences sociales, économiques et politiques de cette institution, est typique. Ce brillant universitaire a fait honneur au petit peuple dont il était issu. Toujours, il a cherché le bien de ses compatriotes. Il a fait l'impossible pour secouer leur torpeur et les éveiller aux questions économiques et financières. Mais lui-même n'a jamais réussi à se soustraire complètement à l'empire de la mystique agricole. D'ailleurs, il n'a jamais caché ses préférences intimes pour les études littéraires. La science économique fut souvent pour lui un véritable pensum.[31] Lors d'une enquête de l'*Action française* sur le problème économique canadien-français, après avoir exposé les grandes lignes d'un programme audacieux pour l'époque, dont la réalisation aurait pu corriger partiellement l'infériorité économique de ses compatriotes, il conclut: « L'agriculture est aussi une admirable force sociale. Elle autorise toutes les résistances. Serions-nous dépourvus du reste qu'elle nous sauverait encore. Les autres industries débutent: elle persiste, œuvre d'ordre, de paix et de vie. »[32]

Parmi les économistes canadiens-français du XX^e^ siécle, Errol Bouchette a proclamé que l'avenir n'appartiendrait qu'aux peuples capables de se rendre maîtres du milieu qu'ils habitent: culture du sol, forêts, pouvoirs d'eau, mines, industries, commerce, finances, transports, etc. Il prévint les Canadiens français qu'ils

31. Voir *ibid.,* 1: 16, 18, 25-26, 35-36, 123; 2: 16-17, 103.

32. Edouard Montpetit, « L'indépendance économique des Canadiens français », l'*Action française,* 5 (janvier 1921): 20. Voir sa préface du livre de Désilets, *Pour la terre et le foyer;* ses livres, *D'Azur à trois lys d'or,* 63, 92, 94, 95, et *Le Front contre la vitre* (Montréal, 1936), 189-205. Les titres de ses volumes révèlent beaucoup plus le poète que l'économiste!

seraient une masse d'économiquement faibles s'ils n'adoptaient pas une politique économique intégrale mise à leur service.[33] Etienne Parent avait tenu un langage presque identique plus d'un demi-siècle auparavant. C'était à un moment où l'agriculturisme ne dominait pas encore complètement la pensée officielle du Canada français. Bouchette, dont le programme ne manquait pas d'ambition, a eu au moins le mérite de réagir contre les agriculturistes de son temps. On doit regretter que ce penseur un peu plus audacieux que la majorité de ses contemporains n'ait pas laissé de véritables disciples derrière lui. Il aurait dû être le premier directeur de l'Ecole des Hautes Etudes, dont il avait réclamé la création. Sa contribution au développement de l'économie canadienne-française aurait peut-être été plus importante que celle des professeurs étrangers qui ont trop longtemps dirigé cette institution. Cependant, il faut préciser que Bouchette, égaré par l'optimisme fondamental et impénitent de notre nationalisme traditionnel, ne voyait pas les obstacles que ses compatriotes avaient à surmonter comme collectivité subjugée. C'est la grande naïveté de tous ceux qui ont cru et qui croient encore que les Canadiens français pourront facilement améliorer leur sort collectif dès qu'ils le voudront.

Après Bouchette, la pensée économique canadienne-française ne progresse pas. Jusqu'à un certain point, elle connut même un recul.[34] L'absence d'un véritable enseignement supérieur des sciences politiques, économiques et sociales avec une équipe de professeurs de carrière et de chercheurs en est la cause principale. Personne ne peut évaluer les conséquences terribles d'un tel malheur. A un peuple qui avait soif et faim d'une doctrine économico-sociale capable de lui assurer, comme groupe ethnique, un minimum de sécurité matérielle, on a enseigné une science économique incomplète qui a finalement contribué à l'asservir davantage au capitalisme absentéiste. Quand on n'a pas perdu son temps à lui proposer des programmes ambitieux de restauration sociale, inspirés par un idéal très élevé mais malheureusement irréalisables. Leurs auteurs n'avaient pas tenu compte des dures réalités du milieu québécois. Ils avaient eu le tort de croire que leurs bonnes intentions remplaceraient des recherches longues et sérieuses en histoire, en géographie, en science politique, en sociologie et en économique.

33. Errol Bouchette, *L'Indépendance économique du Canada français* (3e édition, Montréal, 1913). La plupart des études qui composent ce volume avaient été publiées quelques années auparavant.

34. Joseph Versailles, fondateur de l'A.C.J.C. en 1904 et financier influent de Montréal, fut peut-être le seul à reprendre le programme de Bouchette en le complétant quelque peu. Voir son éloquent discours à un congrès de l'A.C.J.C. en 1921, dans *Histoire du Canada par les textes*, 248-250.



Pour défendre leurs thèses, les agriculturistes interprétèrent l'histoire et la science politique selon leur fantaisie. Un conférencier, dont les dissertations furent publiées par le ministère provincial de l'Agriculture, affirmait: « Aussi les nations qui ont été les plus heureuses, les plus prospères et les plus fortes sont celles qui se sont le plus adonnées au travail de la terre; et leur bonheur et leur prospérité et leur force n'ont duré qu'aussi longtemps qu'elles sont restées fidèles à la culture de la terre. On doit en dire autant des familles de cultivateurs. »[35] Comment expliquer alors la puissance de l'Angleterre au XIXe siècle et la fondation de l'Empire britannique? Par la fidélité agricole de la nation anglaise? Afin de convaincre ses auditeurs qui semblent récalcitrants, il leur rappelle que « le commerce et l'industrie ne produisent pas le pain ».[36] Cet argument puéril a longtemps été l'arme vengeresse des agriculturistes. Une bonne disette les aurait comblés de joie. Au contraire, nous avons des surplus agricoles. Finalement, l'orateur tombe dans le malthusianisme et déclare que la production des denrées n'augmente pas proportionnellement à la population.[37] Ne blâmons pas trop ce brave missionnaire colonisateur: il répétait sagement la leçon que ses maîtres en agriculturisme lui avaient apprise. Car les idées qu'il exprimait étaient celles des principales classes dirigeantes du Canada français. Voilà où est le drame. Une génération plus tard, on verra encore l'épiscopat de la province de Québec se laisser convaincre de l'opportunité de publier une lettre collective en faveur de la

35. A. Michaud, *L'Agriculture et l'état agricole* (Québec: Ministère de l'Agriculture, 1915), 23.

36. *Ibid.*, 27-28.

37. *Ibid.*, 28.

colonisation agricole (1946). Les arguments invoqués demeurent toujours les mêmes. La crainte d'un retour au chômage et à la misère d'avant-guerre explique en partie cette prise de position qui peut surprendre quand on se rappelle les progrès de l'industrialisation et de l'urbanisation depuis la dernière grande guerre. Mais qui niera les lourdes responsabilités des sociologues et des économistes dont les faux enseignements avaient inspiré ce document?

*

On ne compte plus les congrès et les croisades de colonisation agricole. Incapables de fonder des usines, des manufactures, des institutions florissantes de commerce et de crédit, les dirigeants de la société canadienne-française multiplièrent les entreprises d'établissement rural. Celles-ci accaparèrent l'énergie, le talent, l'éloquence et les faibles ressources financières de deux générations de Canadiens. Que d'efforts dépensés presque inutilement! La colonisation dans plusieurs régions impropres à l'agriculture fut une véritable solution de désespoir que dut adopter une nation impuissante à organiser elle-même un ordre économique moderne. Il se trouva, néanmoins, des économistes et des dirigeants, trompés par leur mystique agriculturiste, pour soutenir que cette agriculture de subsistance était préférable à l'industrialisation et à l'urbanisation.

Il est vrai que chaque nation a la politique économique qu'elle peut se donner. A la condition de ne pas s'imaginer qu'une politique incomplète et de pis aller, imposée par les circonstances, est une politique idéale, celle que les autres nations devraient suivre. Il serait injuste de reprocher aux Canadiens français d'avoir voulu demeurer agriculteurs par nécessité. L'historien a le droit, cependant, de souligner le manque de clairvoyance des économistes et des dirigeants qui ont toujours affirmé que leur politique agriculturiste était la plus sage. Non seulement pour les Canadiens français, mais pour tous les peuples. L'exemple suivant aidera à comprendre. Plusieurs mères de famille n'ont pas les moyens de donner à leurs enfants une alimentation abondante et rationnelle. Aucune d'entre elles, à moins d'être ignorante ou entêtée, ne prétendra que ses soupes maigres et ses galettes de sarrasin remplacent avantageusement les biftecks, les rosbifs, les fruits et les légumes frais dont ses enfants auraient besoin pour se développer normalement.



Une politique agriculturiste coûte assez cher. De 1937 à 1956, le gouvernement de la province a dépensé près de $136,000,000 pour établir quelques centaines de familles dans les régions de colonisation agricole. Les agronomes qui sont au courant de la situation et qui n'entretiennent aucune illusion agriculturiste avouent que nombre de colons ont abandonné la culture du sol. Plusieurs de ceux qui sont restés sur leur terre considèrent l'agriculture comme une occupation secondaire. Lorsque la saison est bonne, ils travaillent dans l'industrie du bois ou du transport. A chaque session, le ministre de la Colonisation confesse que les gens ne sont pas intéressés à s'établir sur de nouveaux lots. L'opposition répond que le gouvernement ne fait pas assez pour les y encourager. Et le débat est clos. Jusqu'à la prochaine session. De 1941 à 1956, le ministère de l'Agriculture a exigé $170,000,000. La colonisation agricole et l'agriculture ont coûté ensemble quelque $275,000,000 durant la même période. C'est un montant respectable.

Quand une nation dispose de telles sommes — sans tenir compte de ses autres réserves financière mal utilisées, elle ne devrait pas être obligée d'avoir recours uniquement au capital étranger pour développer ses ressources naturelles. Celles-ci constituent le seul avantage économique que les Canadiens français du Québec possèdent depuis la Conquête. Ils décideront peut-être de modifier leur politique le jour où ils recevront un meilleur enseignement des sciences économiques. Pour se rendre compte de l'importance de leurs forêts, de leurs mines et de leurs pouvoirs d'eau, attendent-ils que le gouvernement central en prenne le contrôle? Ils ont compris l'utilité des impôts directs le jour où le pouvoir fédéral s'en est servi.

Seule la tradition agriculturiste, engendrée et nourrie par les conditions et les circonstances anormales précédemment décrites, explique les incohérences, les contradictions et les insuffi-

sances de la pensée et de la politique économiques du Canada français. Les partisans du retour à la terre n'ont pas encore constaté que l'exode rural est une loi de l'économie progressiste. Les principaux économistes du monde atlantique prévoient que la population agricole des sociétés industrielles diminuera graduellement jusqu'au point d'atteindre 5 à 10% de la population totale. Les agriculturistes du Canada français persistent, néanmoins, à faire pression sur le gouvernement provincial et celui-ci s'efforce de les satisfaire. Il demeure docile aux enseignements qu'il a reçus et ne tient pas à mécontenter une minorité influente qui croit encore en la vocation agricole de la nation canadienne-française. Et celle-ci continue à compter sur les autres pour s'équiper industriellement. Elle n'a pas de politique économique à son service.

Quelques spécialistes qui n'ignoraient pas, toutefois, que l'exode rural est une loi inéluctable de l'économie moderne ont voulu y soustraire la société canadienne-française. Ils ont proposé de maintenir les paysans québécois dans une économie de subsistance par un ensemble de moyens artificiels. L'école rurale se serait chargée principalement de convaincre les cultivateurs canadiens-français qu'ils devaient se sacrifier et accepter, au nom des intérêts nationaux, un niveau de vie inférieur. Ce mode de vie simple, semblable à celui des censitaires du XVIII<sup>e</sup> siècle, serait même, selon les agriculturistes, le signe extérieur d'une « vraie civilisation ». Les agriculteurs québécois auraient été invités à rejeter la spécialisation et les méthodes modernes de culture. Ils se seraient bien gardés d'apprendre la comptabilité agricole qui, en se généralisant, « ne peut que concourir à développer l'esprit industriel et à détruire l'équilibre de notre économie agricole ».

Toujours selon ce programme agriculturiste, la classe rurale aurait appris à ne pas diversifier ses besoins et à limiter ses appétits. Une propagande constante lui aurait fixé cet objectif. Néanmoins, les mêmes auteurs auraient désiré « élever le niveau de l'instruction dans les classes rurales et... y développer le sens des préoccupations intellectuelles et artistiques, pour en faire le réservoir d'où sortiront presque infailliblement les esprits qui feront faire à l'idée de civilisation véritable les plus beaux progrès ». Il y a ici une contradiction: une classe rurale plus instruite



multiplie toujours ses besoins et refuse le mode de vie de ses aïeuls. L'exode rurale s'ensuit. L'Etat provincial aurait eu un très grand rôle à jouer pour appliquer cette politique agriculturiste. On alla jusqu'à lui demander de garantir à tous les paysans qui accepteraient de se soumettre à ce programme d'agriculture forcée un revenu annuel minimum. A cette fin, le gouvernement aurait imposé une taxe spéciale, « dite du juste prix des produits alimentaires », dont les recettes auraient été versées aux paysans nécessiteux.[38]

*

On pourrait résumer toute la politique agriculturiste par ce mot d'ordre: « Pour vivre heureux, refusez de vivre à votre époque. » Il serait plus juste de dire: « Si vous voulez vivre une vie diminuée, réfugiez-vous dans le passé. »

L'homme doit être de son temps. Il est vrai que la civilisation industrielle semble parfois bien inhumaine. L'observateur impartial qui ne se laisse pas fasciner par la technique moderne comprend les réactions indignées et pathétiques de ceux qui font un retour nostalgique vers le passé. Celui-ci leur apparaît comme un âge béni. Ils le revêtent d'un nimbe protecteur et le contemplent sous ses plus beaux aspects. Une étude plus rigoureuse et plus objective de l'histoire leur apprendrait que ce passé idéalisé avait, lui aussi, ses faiblesses, ses péchés, ses insuffisances, ses scandales, ses injustices, ses corruptions, ses tares et ses vices. L'homme a toujours porté, à toutes les étapes de son voyage terrestre, le fardeau de la faute originelle.

Ce fardeau n'est pas plus lourd au XX<sup>e</sup> siècle qu'aux siècles précédents. Les censeurs impitoyables de la civilisation contemporaine, qui, s'il faut les croire, serait plus matérialiste que les civilisations d'autrefois, semblent prétendre que l'œuvre de la Rédemption ne peut se poursuivre que dans les sociétés rurales et retardataires. La grâce divine ignore toute frontière entre cita-

---

38. François-Albert Angers, « Quelques facteurs économiques et sociaux qui conditionnent la prospérité de l'agriculture », dans Esdras Minville, éd., *Études sur notre milieu: l'agriculture* (Montréal, 1943), 427-481.

dins et paysans. De plus, rappelons que l'histoire du christianisme commence dans les villes. C'est encore dans celles-ci que vivent et progressent les grandes institutions chrétiennes. Nos agriculturistes ont trop tendance à oublier tous ces faits.

Cessons de nous imaginer que le passé était plus beau, plus pur et plus humain que le présent. Et même si tout cela était vrai! Nous ne retournerons jamais en arrière. Nous devons apprendre à vivre à notre époque. Nous n'avons pas la liberté d'accepter ou de refuser la civilisation industrielle. Celle-ci nous a été imposée. Parce que nous l'avons boudée et n'avons pas su y prendre notre place — si petite qu'elle soit, nous en subissons les principales conséquences malheureuses sans en retirer tous les avantages. Comme catholiques et comme Canadiens français, nous avons l'impérieux devoir de bâtir sur le territoire que la Providence nous a confié une société du XX$^{e}$ siècle qui demeurera fidèle aux idéaux que nous représentons et que nous défendons. Les problèmes auxquels nous faisons face exigent des solutions urgentes et dynamiques. Nos chances de réussir seront beaucoup plus grandes si nous mettons à notre service les moyens et les techniques de notre époque.

*

La politique rurale proposée et défendue par les agriculturistes a toujours exigé une intervention massive de l'Etat. Leur amour déréglé de l'agriculture s'est révélé plus fort que leur anti-étatisme habituel. Selon leur philosophie sociale, l'Etat devrait jouer un rôle extrêmement limité dans l'organisation de la société. Sur ce point, ils sont les héritiers spirituels de l'école libérale classique. Sauf dans le domaine agricole, ils préconisent la politique du laissez faire. D'après leurs enseignements, l'Etat devrait continuer à confier l'éducation, la sécurité sociale, la mise en valeur des ressources naturelles et la planification économique exclusivement à l'entreprise privée ou à des organismes d'un caractère semi-public soustraits à son autorité — comme des chambres corporatives par exemple. Les agriculturistes admettent très difficilement que l'Etat, quand le bien général l'exige, est appelé à étendre considérablement ses fonctions et sa juridiction.



Nous ne sommes plus à l'époque de la société rurale communautaire où les gouvernements limitaient leur intervention dans quelques domaines bien définis: défense, justice, écoles élémentaires, postes, douanes et quelques routes. Les individus ne comptaient alors que sur eux-mêmes pour faire face aux principaux problèmes de la vie. Les familles campagnardes et villageoises s'entraidaient lorsqu'un accident, une maladie, une mortalité, une perte d'emploi ou un incendie frappait l'une d'entre elles. On organisait une corvée ou l'on faisait une collecte pour venir au secours de ses coparoissiens éprouvés. Le curé, secondé par quelques âmes charitables, avait souvent la tâche de distribuer les aumônes perçues pour les pauvres de sa paroisse. Peu d'enfants fréquentaient les écoles et les collèges. Un nombre très restreint d'étudiants s'inscrivaient dans les universités. Les parents âgés, selon l'expression populaire, « se donnaient à leurs enfants ». Les orphelins se réfugiaient chez des parents et des voisins ou dans un orphelinat pauvrement équipé, qui ressemblait à une prison. La plupart soignaient leurs malades à la maison. On allait à l'hôpital pour y mourir. Les modestes épargnes qu'on avait péniblement amassées, la bonne volonté et la charité des proches et des amis demeuraient les principales ressources au moment des épreuves.

La société industrielle contemporaine ne peut plus s'en remettre uniquement à l'initiative privée pour résoudre ses principaux problèmes économiques et sociaux: enseignement à tous les degrés au bénéfice d'une population étudiante qui augmente continuellement, recherches universitaires dans tous les domaines du savoir humain, éducation populaire, orientation professionnelle, loisirs, hygiène publique, services d'hospitalisation, sécurité du vieil âge, logement, accidents du travail, chômage, assurances sociales, relations patronales-ouvrières, contrôle des monopoles, politique économique anticyclique pour prévenir ou diminuer les maux des crises, utilisation rationnelle des ressources naturelles, réseaux routiers modernes et rapides, décentralisation et planification de l'industrie selon les besoins de la consommation et la localisation des matières premières, services complets de statistique, contrôle monétaire, surveillance des placements, organisation

méthodique des marchés, pleine embauche, allocations aux économiquement faibles, etc. Et cette longue énumération n'est pas complète! Aujourd'hui, les citoyens attendent de leurs gouvernements la mise en vigueur d'une politique économico-sociale capable de leur assurer un minimum de sécurité matérielle et leur donnant les moyens de vivre humainement leur vie d'hommes. La société industrielle contemporaine dispose du surplus économique nécessaire pour satisfaire ces demandes légitimes. La justice sociale ne doit plus demeurer un idéal mais devenir, dans la mesure du possible et en tenant compte du surplus économique disponible, une réalité. Elle ne s'établira pas sans la collaboration des pouvoirs publics. Comme gardien légitime du bien commun, l'Etat moderne démocratique ne peut plus reculer devant ses nouvelles et lourdes responsabilités. La stabilité et la prospérité de la société industrielle l'exigent. Sinon, c'est l'anarchie et la lutte des classes.[39]

La pensée canadienne-française officielle, même dans les milieux les moins touchés par les préjugés agriculturistes, demeure encore profondément anti-étatiste. Cette attitude étrange ne peut qu'étonner tout observateur qui a étudié l'histoire économique du Canada anglais et des Etats-Unis. En Amérique du Nord, l'Etat n'a jamais suivi aveuglément la doctrine du laissez faire. Où, d'ailleurs, l'économie libérale classique a-t-elle été appliquée intégralement? Quoi qu'il en soit, au Canada anglais et aux Etats-Unis, les gouvernements sont toujours intervenus pour promouvoir la mise en valeur de ces pays neufs. Ceux-ci ne furent pas uniquement l'œuvre de l'entreprise privée. Même si les défenseurs de la *free enterprise* prétendent le contraire. L'aide gouvernementale épaula la classe des entrepreneurs chaque fois que

39. Voir à ce sujet les conclusions de la Semaine sociale de Rennes, *Le Devoir*, 14 août 1954. Les sociologues et les économistes catholiques de France qui y ont participé reconnaissent que l'Etat moderne doit « prévenir ces conflits [conflits sociaux] grâce au développement d'une politique économique orientée vers l'amélioration du niveau de vie et le plein emploi ». Ils constatent que les hommes peuvent difficilement s'élever au-dessus de leurs intérêts personnels et obéir aux exigences de leur conscience « quand faiblit le contrôle de l'Etat sur les intérêts économiques ». Tout penseur social réaliste doit se rendre compte que les seuls appels aux bons sentiments et à la conscience individuelle demeurent sans effet.



ceux-ci étaient trop faibles pour suffire à la tâche d'équiper économiquement des territoires si vastes et si peu peuplés. Les capitalistes *Canadian* surent intéresser les pouvoirs publics à leurs entreprises et l'Etat se montra toujours très empressé à collaborer avec eux: construction des canaux et des chemins de fer, tarifs protecteurs, politique de peuplement, subsides généreux à plusieurs compagnies, emprunts privés garantis par l'Etat, prêts directs, contrats avantageux, etc. Le Canada anglais, depuis le rappel des Corn Laws sous l'Union, pratique avec succès le nationalisme économique. Lorsque l'initiative privée fut totalement incapable, même avec son aide, de répondre aux besoins de la population, l'Etat s'y substitua complètement: Intercolonial Railway, Hydro-Ontario (1906), Canadien National, Air-Canada, compagnies de la Couronne. Le gouvernement de l'Ontario et quelques municipalités de cette province ont eu recours, dès les débuts du XX$^{e}$ siècle, à la nationalisation et à la municipalisation de plusieurs services publics afin de corriger les abus des monopoles. La ville de Toronto, par exemple, n'a pas attendu que sa compagnie des tramways devienne non rentable pour la municipaliser. Elle prit cette initiative trente ans avant la ville de Montréal. Toute la législation scolaire, économique et sociale de plusieurs provinces anglo-canadiennes révèle chez leurs dirigeants politiques le souci de gouverner à leur époque et au bénéfice de la majorité afin de diminuer les inégalités sociales.[40]

Quant aux Canadiens français, ils ont longtemps pensé — et plusieurs de leurs dirigeants le pensent encore — qu'ils réussiraient à organiser leur vie économique et sociale sans l'aide d'un gouvernement mis à leur service. Depuis 1867, ils possèdent un Etat provincial. Cette acquisition représente leur victoire la plus importante depuis la Conquête. Beaucoup plus importante que la reconnaissance officielle de la langue française en 1848! Ce gouvernement, qu'ils ont obtenu 107 ans après avoir été privés

40. Voir la courte mais substantielle étude d'Arthur R.M. Lower, « The Development of Canadian Economic Ideas », dans J.F. Normano, *The Spirit of American Economics* (New York, 1943), 213-241. Voir aussi W.T. Easterbrook et H.G.J. Aitken. *Canadian Economic History* (Toronto, 1956), 253-271, 293-319, 350-444, 470-514, 553-557, 572-581.

de celui qu'ils avaient avant de tomber sous une domination étrangère, les Canadiens français ignorent encore comment s'en servir. De génération en génération, les principaux porte-parole de la société canadienne-française ont toujours cherché à restreindre l'autorité du gouvernement québécois. Ils ont même rêvé de le remplacer par des corps intermédiaires et par des organismes bénévoles sans prestige, sans ressources et impotents. Ils ont préconisé des plans chimériques d'organisation sociale dont le principal but était finalement de réduire l'Etat canadien-français à l'impuissance. Chaque fois que le gouvernement du Québec a manifesté l'intention d'adopter une politique constructive au service de ses administrés, il a rencontré l'opposition unanime de tous les agriculturistes et de tous ceux qui croient qu'une nation se bâtit sans la collaboration du pouvoir politique. Lorsque l'Etat provincial a voulu s'intéresser à l'éducation, à la santé publique, à la sécurité sociale, il a été accusé d'intervenir dans un domaine qui appartenait d'abord à l'entreprise privée. On mit en doute sa bonne foi et son dévouement à la chose publique.[41]

Sauf en colonisation agricole et en agriculture — et même ici plusieurs songèrent à supplanter l'Etat par la Corporation de l'Agriculture, économistes, sociologues et théoriciens politiques enseignèrent que l'Etat provincial devait demeurer inactif et s'en remettre aux autres pour donner à la société canadienne-française les cadres nécessaires à sa survie et à son développement. Résultat: la nation canadienne-française a été abandonnée à elle-même, sans cadres suffisants et sans direction efficace. Son gouvernement provincial, confiné à des tâches secondaires et souvent mesquines, ne s'est jamais habitué à voir et à penser grand. Un gouvernement apprend à gouverner en gouvernant. Pour s'acquitter de ses responsabilités, il doit avoir des responsabilités. Autre conséquence: lorsque le gouvernement fédéral, nullement influencé par la pensée agriculturiste et anti-étatiste du Canada français, envahit les domaines où l'Etat provincial s'était vu refuser le droit

41. Voir, par exemple, les réactions d'une partie influente de l'opinion québécoise quand le gouvernement Taschereau fit adopter la loi de l'Assistance publique (1921), dans Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec,* 25: 111-114, 122-127, 170; 26: 27-28.



d'intervenir ou n'était intervenu que timidement, il eut le champ libre et se gagna très facilement l'appui de l'électorat canadien-français. Celui-ci aurait réagi différemment si ses dirigeants avaient su comment mettre l'Etat provincial au service de la société canadienne-française.

Vaincus et conquis, séparés de leur métropole, privés d'une classe d'entrepreneurs, pauvres et isolés, ignorants, réduits en minorité dans le pays que leurs ancêtres avaient fondé, colonisés par un capitalisme absentéiste, les Canadiens français avaient absolument besoin d'une intervention vigilante de leur Etat provincial. Celui-ci, par une action méthodique et éclairée, aurait pu les aider à se mériter une survivance moins anémique. Les nations riches et puissantes, jouissant de conditions favorables à leur épanouissement, ont acquis et maintenu leur force en s'appuyant sur leurs gouvernements. A plus forte raison, il est évident que l'Etat doit jouer un rôle primordial chez une nation faible et menacée. Tout au contraire, la pensée canadienne-française a nourri une véritable phobie de l'Etat. Celui-ci apparut comme un agent indigne dont il fallait se méfier. Cet anti-étatisme systématique d'un caractère purement émotif donna naissance à une doctrine quasi-anarchique selon laquelle les Canadiens français et leurs institutions devaient tendre à se libérer de toute tutelle gouvernementale. N'a-t-on pas vu l'un des chefs de file du Canada français soutenir que le parlement de Québec était inutile.[42] Selon ses calculs, l'argent dépensé pour les élections provinciales aurait pu servir à établir 1,430 colons tous les cinq ans.[43] Il admettait l'existence du gouvernement fédéral mais aurait réduit le gouvernement de la province à un bureau d'administration.[44] Et son livre, qui a influencé plusieurs générations, s'intitulait *L'Avenir du peuple canadien-français!* Combien d'autres auteurs l'historien ne pourrait-il pas citer? La littérature sociale du Canada français, depuis Louis-Adolphe Paquet jusqu'aux agriculturistes contemporains, se caractérise principalement par ses dénonciations pas-

42. Edmond de Nevers, *L'Avenir du peuple canadien-français* (Paris, 1896), 78.

43. *Ibid.,* 98-100.

44. *Ibid.,* 78-79, 101.

sionnées de l'Etat et de l'étatisme. Toute intervention de l'Etat fut systématiquement considérée comme une étape conduisant à la collectivisation massive et à l'asservissement de la personne humaine. Les générations précédentes ont refusé l'étatisme démocratique. Aujourd'hui, nous subissons le paternalisme étatique.

Cette propagande néfaste dirigée contre l'Etat et ses représentants empêcha parmi les élites du Canada français la formation d'une véritable conscience politique. Des générations de collégiens et d'étudiants, dont les plus brillants auraient dû être encouragés à se préparer pour la vie publique, se laissèrent convaincre que la politique était essentiellement corrompue et que la collectivité canadienne-française n'avait rien de bon à attendre des groupements et des hommes engagés dans l'action politique. En plusieurs milieux, on s'acharna à discréditer la démocratie, le vote populaire et les institutions parlementaires. On prétendit que celles-ci n'étaient pas adaptées à notre psychologie et on songea à les remplacer par des organismes divers. Les conséquences de tout cet enseignement malheureux ont été désastreuses. Ceux qui se scandalisent de notre immoralisme en période électorale devraient savoir que celui-ci ne vient pas de l'insuffisance de notre enseignement de la morale — notre pensée officielle ayant toujours été fortement moralisatrice — mais de l'absence d'une véritable éducation politique.

Notre littérature sociale anti-étatiste donne l'impression que la nation canadienne-française aurait déjà vécu sous une dictature totalitaire. Ses penseurs sociaux semblent avoir voulu prévenir le retour d'un tel régime en insistant particulièrement sur les dangers de l'étatisme.

*

Comment expliquer l'anti-étatisme instinctif des principales classes dirigeantes et pensantes du Canada français? L'histoire peut seule répondre à cette question.

*



Les Canadiens n'ont pas toujours eu peur de leur Etat. Quand ils formaient une société normale, ils n'ignoraient pas l'importance de son rôle dans un pays neuf du Nouveau-Monde. A l'époque de la Nouvelle-France, le gouvernement de la métropole et le gouvernement colonial furent les principaux agents colonisateurs du Canada français. La politique d'un Jean Talon, par exemple, était du planisme étatiste. On l'a même qualifiée, avec quelque exagération toutefois, de socialisme royal. Le peuplement, la mise en valeur et la défense de la colonie exigèrent l'intervention constante de l'Etat. Chaque fois que celui-ci négligea de s'acquitter intégralement de sa tâche, le bien-être et la prospérité des colons en souffrirent. Les Canadiens comptaient sur l'aide de leur métropole et sur celle de leur gouvernement local. Ils avaient trop conscience des réalités économiques, militaires et sociales du milieu pour entretenir l'illusion qu'ils pouvaient s'en dispenser. Parfois, l'Etat agissait seul. Souvent, il intervenait en collaboration avec les chefs de file de la société canadienne. Parfois, il se limitait à subventionner les institutions privées. Peu importe les moyens utilisés, il demeure que l'intervention de l'Etat était considérée comme chose normale et nécessaire en Nouvelle-France. Les Canadiens avaient un gouvernement à leur service. Ils savaient comment s'en servir. Ils avaient une politique canadienne.

Vint la Conquête, suivie de l'occupation du Canada. Les Canadiens n'ont plus de gouvernement à leur service. Ils apprennent à ne compter que sur eux-mêmes et sur les faibles cadres qui leur restent: la paroisse et la seigneurie. L'Eglise canadienne devient un organisme autant politique que religieux. Les circonstances l'obligent à étendre considérablement sa mission de charité et son rôle de suppléance.[45] Les curés et les évêques remplacent les dirigeants laïcs. Lorsque le conquérant fera appel à quelques Canadiens pour participer symboliquement à l'administration de la colonie, ces favoris du régime ne seront pas de véritables chefs mais les collaborateurs d'un pouvoir étranger. La masse de la

45. Voir l'article très explicite sur ce point de Richard Arès, « Mission de l'Eglise et ordre temporel », *Relations*, 13 (février 1953): 33-36.

population et ses prêtres n'ont qu'une confiance très limitée dans le gouvernement. Celui-ci leur apparaît toujours comme un agent hostile et mal intentionné dont il faut se méfier. Ne se montre-t-il pas extrêmement jaloux des quelques libertés concédées à l'Eglise? Celle-ci n'agit que timidement et sous la surveillance soupçonneuse de l'Etat. Le programme d'anglicisation et de protestantisation tracé dans la Proclamation royale de 1763 ne demeure-t-il pas pour la majorité des Anglais de la colonie celui qu'il faut résolument adopter? La bibliothèque publique du gouverneur Haldimand et la propagande voltairienne de la *Gazette de Québec* le laissent supposer.[46]

Les évêques de Québec, le clergé et les principaux porte-parole du laïquat catholique constatèrent, dès la première génération après la Conquête, qu'ils étaient les victimes presque impuissantes de l'omnipotence des gouvernements impérial et colonial. On sait les démarches qu'exigèrent la nomination et la consécration de Mgr Briand. Les Récollets et les Jésuites n'eurent pas le droit de se perpétuer. Le conquérant refusa de laisser entrer au pays les quelques professeurs ecclésiastiques que les Canadiens désiraient faire venir de France. Leur pathétique pétition de 1770 promettant que l'on se contenterait de six professeurs « et cela pour une fois seulement » demeura sans réponse. L'évêque n'ignore pas que sa correspondance et ses relations sont continuellement surveillées. Le gouvernement fait la sourde oreille quand on lui suggère d'utiliser les biens des Jésuites pour financer les institutions d'enseignement dont la population a besoin et qu'elle ne peut pas fonder elle-même faute de ressources. En 1783, les autorités déportent deux prêtres français, qui avaient réussi à se réfugier au Séminaire de Montréal, malgré les pétitions et les démarches des citoyens que cette décision arbitraire avait indignés. Le juge Smith et ses collaborateurs n'ont-ils pas tenté, avec l'appui de plusieurs Canadiens assimilés au conquérant ou manœuvrés par des gens habiles, d'établir un système d'enseignement neutre au point de vue national et au point de vue

46. Voir Marcel Trudel, *L'Influence de Voltaire au Canada* (Montréal, 1945), 1: 39-124.



religieux? Mgr Hubert, que l'on peut considérer comme le principal chef nationaliste de la fin du XVIII^e^ siècle, dut intervenir ouvertement et au risque de mécontenter le gouvernement pour faire échouer le fameux projet d'université mixte (1789). Son audace l'étonne lui-même et il s'efforcera pendant un an de convaincre le gouverneur qu'il demeure un sujet soumis. Mgr Hubert sait trop bien que sa liberté d'action est très limitée. Lorsqu'il avait songé à convoquer un synode (1789), lord Dorchester, auquel il avait exposé son projet, lui avait immédiatement ordonné d'y renoncer. Londres s'était empressé d'approuver l'interdiction du gouverneur. Un demi-siècle après la Conquête, les administrateurs anglais n'ont pas encore abandonné l'ambition de nommer les curés afin d'exercer un contrôle plus direct sur la masse de la population. Mgr Plessis, dont le loyalisme britannique avait toujours été très prononcé, eut l'occasion de s'en rendre compte. Et la loi de l'Institution royale?

Ces quelques faits de la période 1760-1810 indiquent quelle était la nature des relations entre les Canadiens et le pouvoir politique étranger auquel ils étaient soumis. La création d'une Chambre d'Assemblée et la tenue d'élections, après l'adoption de l'Acte constitutionnel de 1791, n'augmentèrent pas leur liberté collective. Ces institutions partiellement démocratiques avaient tout simplement contribué à mieux camoufler leur état de servitude.[47] Une lettre de Mgr Plessis analyse la situation avec beaucoup de lucidité: « Et d'abord, le clergé du Canada n'a rien à espérer des laïques catholiques pour ses intérêts généraux et pour ceux

47. Ces faits s'appuient sur la documentation que je réunis actuellement pour la préparation d'un volume consacré à la première génération après la Conquête. Cette période tragique et décisive de notre histoire y sera étudiée en détail. Le moment est venu d'examiner scientifiquement les vieilles thèses selon lesquelles la Conquête britannique aurait apporté aux Canadiens la liberté politique et la prospérité matérielle ou, du moins, leur aurait donné les moyens d'y accéder. Et que dire du mythe créé par ceux qui ont prétendu que l'Église canadienne avait joui de son entière liberté sous l'autorité bienveillante de Westminster? M. Gustave Lanctôt, ancien archiviste du Dominion, n'est malheureusement pas le seul qui a eu la naïveté d'y croire, voir son article, « Situation politique de l'Eglise canadienne sous le régime français », *Rapport* de la Société canadienne d'histoire de l'Eglise catholique (1940-1941), 56. Le lecteur obtiendra d'autres faits démontrant l'état de servitude des pseudo-dirigeants canadiens dans mon étude, « La déchéance de la bourgeoisie », voir plus haut, pp. 100-106.

de la religion. Les Canadiens qui jouissent de quelque considération dans la province ne doivent le plus souvent leurs places qu'à des protections achetées bien cher, et souvent au prix de la flatterie ou d'une dissimulation honteuse de leurs principes, de peur de heurter ceux qui dominent au-dessus d'eux, ou de leur déplaire. Les espérances du siècle les touchent plus que les intérêts de Dieu; ils encensent les puissants, sans réfléchir que ceux-ci s'en prévalent pour les tenir dans une servitude humiliante. [...] ...vous concevez quel fonds on peut faire sur tous ceux d'entre les Canadiens qui tiennent ou qui espèrent des emplois du gouvernement. »[48] Ce document révèle le divorce qui existe entre les chefs ecclésiastiques et le pouvoir civil. D'un côté, la masse de la population encadrée par ses institutions paroissiales, ses prêtres et son évêque. De l'autre, un gouvernement étranger ayant à ses ordres des pseudo-dirigeants laïcs qui n'ont pas, en général, la confiance des Canadiens.

L'établissement du régime représentatif donna naissance à une nouvelle équipe de dirigeants laïcs. Ce sont les députés canadiens. De 1793 à 1820, ces nouveaux porte-parole du Canada français adoptent graduellement une conduite différente de celle des collaborateurs de la première génération. Ceux-ci ont toujours des continuateurs qui siègent surtout au Conseil législatif et au Conseil exécutif. Les revendications des chefs patriotes et leur opposition systématique à l'autorité anglaise inquiètent beaucoup l'évêque.[49] Le clergé remarque aussi avec alarme les progrès des idées libérales dans les milieux laïcs.[50] Après 1822, l'Assemblée tombe malheureusement sous la domination des extrémistes. Ceux-ci ne veulent plus entendre parler de collaboration, de compromis et de concessions. Papineau et ses lieutenants déclarent la guerre au gouvernement, aux deux Conseils, à la population

48. Mgr Plessis à François Bourret, son grand vicaire à Londres, 10 et 15 mai 1807. Les Archives de la province de Québec, grâce à l'obligeance de M. Fernand Ouellet, m'ont remis une copie de cette lettre reproduite dans la Sabardache bleue, 11: 291-292, 294.

49. *Id.* à *id.*, 10 et 15 mai 1807, *ibid.*, 11: 295.

50. Voir lettre de l'abbé Vincent-Charles Fournier à Mme de Loynes de Morett, 20 juillet 1817, « Lettre d'un curé du Canada », *Bulletin des recherches historiques*, 17 (1911): 3-15.



anglaise du Bas-Canada et à l'Eglise: refus de voter les crédits nécessaires à l'administration, déclarations provocatrices à l'adresse du représentant du roi, opposition aux intérêts mercantiles du *British Montreal,* loi des fabriques de caractère anticlérical, propagande républicaine. Ils se croient plus forts que le gouverneur, le clergé, les hommes d'affaires du Canada anglais et l'Empire britannique réunis. Un libre penseur manifeste, entouré d'une pléiade de jeunes agitateurs inspirés par le romantisme révolutionnaire de l'époque, est devenu le chef national des Canadiens. Son dynamisme et son éloquence imposent silence aux esprits modérés. Quiconque cherche un terrain d'entente avec les autorités coloniales se voit accusé de trahison. Et la masse des électeurs applaudit le tribun!

De 1823 à 1838, les dirigeants ecclésiastiques occupent une position encore plus délicate que pendant la période 1760-1810. Ils se rendent compte qu'ils ne sont plus les seuls et principaux interprètes de la population. Celle-ci compte maintenant des leaders laïcs dans lesquels elle a confiance. Le prestige et l'autorité du clergé n'ont jamais été aussi restreints.[51] Papineau et son parti ont un programme qui lui inspire des craintes légitimes. D'autre part, l'Eglise canadienne doit toujours se concilier le pouvoir exécutif, qui est aux mains des Anglais, afin de conserver le minimum de liberté dont elle a besoin pour poursuivre son œuvre. L'anticléricalisme du parti de Papineau l'oblige même à compter sur la protection des administrateurs anglais. Lorsque l'Assemblée se montre prête à augmenter les pouvoirs des notables dans l'administration temporelle des fabriques (1831), l'abbé Painchaud, fondateur du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, définit ainsi la politique à suivre: « Le clergé canadien, n'ayant plus rien à espérer de la Chambre d'assemblée, fera sagement d'en dénouer le fil de ses espérances pour l'attacher à l'exécutif. »[52] L'Eglise constate avec étonnement que la liberté très limitée qu'elle a chèrement acquise est menacée, à la fois, par le gouver-

51. Voir Lionel Groulx, « La situation religieuse au Canada vers 1840 », *Notre Maître, le passé* (3e série, Montréal, 1944), 179-232.

52. Article publié dans la *Gazette de Québec,* décembre 1831, citation donnée par Thomas Chapais, *Histoire du Canada,* 3: 257.

nement colonial contre lequel elle a dû se protéger depuis la Conquête et par les hommes politiques canadiens eux-mêmes. Le divorce qui existe, depuis 1760, entre les chefs ecclésiastiques et le pouvoir civil s'est accentué. Le clergé se méfie, et avec raison, du gouvernement et des chefs de l'Assemblée.

L'agitation et la démagogie des extrémistes conduisirent au coup de feu de 1837-1838. Papineau et ses partisans n'avaient pas tenu compte d'un fait essentiel: le parti canadien n'était pas libre d'adopter un programme politique et économique contraire aux intérêts fondamentaux de la colonisation anglaise au Canada. Un peuple conquis, même s'il forme la majorité de la population du territoire qu'il habite, est fatalement assujetti aux nécessités de la politique de ses conquérants.[53] Ceux-ci ne peuvent pas tolérer qu'il devienne un obstacle à leur progrès. Les conquis ne possèdent plus leur liberté collective. Le pays où ils continuent à vivre comme individus ne leur appartient plus. Comme le déclarait brutalement l'un des chefs de file du *British Montreal,* les Canadiens, sous la direction de Papineau, eurent la naïveté de parler et d'agir comme si le Bas-Canada « avait été libre et indépendant ».[54] Il faut savoir que même en régime britannique, où les nouveaux sujets incorporés à l'empire par droit de conquête bénéficient habituellement d'un système de lois libérales garantissant leurs droits individuels, une population conquise demeure privée de son droit à l'auto-détermination.[55] Elle ne parvient à

53. Voir la pétition très lucide des Britanniques de Montréal demandant l'union du Haut et du Bas-Canada, décembre 1822, dans *Histoire du Canada par les textes,* 141-143. Les pétitionnaires expliquent que le gouvernement impérial a commis une véritable faute en divisant la colonie. Ils exposent tous les dangers du nationalisme des Canadiens pour l'avenir de la colonisation anglaise au Canada.

54. [John Fleming,] *Political Annals of Lower Canada* (Montréal, 1828) 163.

55. La plupart des historiens anglo-canadiens, inconsciemment victimes de leurs préjugés nationalistes et racistes, ont même eu l'outrecuidance de soutenir que la Conquête avait libéré les Canadiens du despotisme de la France monarchique pour leur donner la « liberté britannique ». C'est de la haute fantaisie: un peuple conquis perd sa liberté collective. Voir les opinions de William Kingsford, *The History of Canada* (Toronto, 1890), 4: 500-504; A.L. Burt, *A Short History of Canada* (Minneapolis, 1942), 57-71; A.R. Lower, *Canada: Nation and Neighbour* (Toronto, 1952), 49. Combien de Canadiens français ont eux-mêmes gobé une telle propagande? Il serait peut-être temps de renoncer aux légendes de notre enfance.



reconquérir sa liberté collective qu'à la condition de toujours conserver la majorité numérique. Dans ce dernier cas, toute conquête se solde par un échec. Mais telle n'a pas été l'évolution historique de la Conquête de 1760.

Les années 1837-1841 marquent le point tournant de la colonisation britannique au Canada. La rébellion et le Rapport Durham convainquirent les autorités impériales que seule l'union du Haut et du Bas-Canada permettrait de rétablir un minimum de stabilité politique dans la colonie. Pour mater les Canadiens, il suffisait de mettre leurs représentants en minorité à l'Assemblée du Canada-Uni. Il était maintenant possible d'atteindre cet objectif qui trente ans auparavant semblait chimérique. La forte immigration anglo-saxonne des années 1815-1838 avait enlevé aux Canadiens la supériorité du nombre. La victoire démographique des *British Americans* avait complété la Conquête de 1760. Quatre-vingts ans après celle-ci, les Canadiens se voyaient condamnés à survivre comme minorité dans un royaume britannique. Ils avaient définitivement perdu leur droit à l'auto-détermination comme nation distincte en Amérique du Nord.

Les idéaux révolutionnaires des extrémistes du parti canadien avaient conduit à une impasse. Les anciens lieutenants de Papineau durent s'assagir. LaFontaine et Morin adoptèrent très docilement un langage bien différent de celui qu'ils avaient tenu de 1832 à 1837. Ils acceptèrent le compromis que l'évolution historique du pays leur imposait. Ils n'avaient pas le choix. La facilité avec laquelle ils se soumirent démontre qu'ils n'avaient pas compris ce qui s'était réellement passé de 1760 à 1842. D'ailleurs, le programme du parti canadien avait toujours été très confus. De plus, l'attitude conciliante et habile de Hinks et Baldwin facilita grandement l'entente devenue nécessaire entre les Canadiens et les *British Americans.* Il n'était plus possible de poursuivre les luttes stériles de Papineau. Néanmoins, à partir de cette époque, les nouveaux chefs laïques du Canada français n'eurent jamais le prestige et l'emprise de celui qui pendant plus de quinze ans avait dominé toute la vie collective de ses compatriotes. Participant enfin à l'exercice du pouvoir, sous la tutelle des dirigeants de la majorité britannique, les nouveaux politi-

ciens du Canada français devinrent moins affamés et plus pondérés. Occupés à se distribuer les emplois et les faveurs que les *British Americans* voulaient bien leur concéder, ils abandonnèrent toute idéologie et s'enlisèrent dans un confortable conservatisme. Les Canadiens français avaient réintégré leur véritable havre intellectuel dont le mouvement de Papineau les avait temporairement éloignés. Depuis l'Union, ils n'ont jamais été révolutionnaires!

Le clergé profita de ce renversement de la situation. C'est après 1840 qu'il commença à augmenter son influence et son autorité. Lorsque les dirigeants laïques avaient perdu la tête, les chefs ecclésiastiques s'étaient montrés sages et prudents. Mgr Lartigue appelle l'aventure de 1837 « notre petite Révolution française ».[56] L'expression employée par l'évêque de Montréal est très juste. Grisés par le romantisme révolutionnaire de leur époque, les chefs laïcs de la société canadienne-française avaient eu l'ambition et l'illusion de déclencher une véritable révolution. Ces hommes, ne l'oublions pas, vivaient au moment même où le libéralisme politique avait soulevé toute l'Europe et les deux Amériques. Dans tous les pays du monde atlantique, les défenseurs de l'ancien ordre social rencontraient une opposition générale. Au Canada français, l'aventure se soldait par l'échec du parti de Papineau. Mgr Bourget, qui avait les qualités et le dynamisme d'un véritable homme d'Etat, comprit immédiatement que l'Eglise canadienne devait prendre l'initiative d'une vaste contre-révolution. Pendant que s'engage la lutte armée, il explique à un ami: « Il faut tâcher de sauver notre peuple du malheur et des horreurs d'une guerre civile en tâchant de gagner sa confiance, pour lui insinuer doucement et prudemment son devoir. »[57] A la veille de devenir évêque de Montréal, il précise qu'il est urgent de « reconquérir la confiance que le peuple a perdue en son clergé ».[58]

56. Mgr Lartigue à G.-A. Belcourt, 24 avril 1838, lettre citée dans Frère Adélard-Marie, « Mgr Bourget: premières années d'épiscopat, 1837-1842 » (thèse manuscrite de M.A., Université de Montréal, 1952), 48.
57. Mgr Bourget à M. Pépin, curé de Saint-Roch, 1er décembre 1837, lettre citée dans *ibid.*, 35.
58. *Id.* à H. Manseau, vicaire général et curé de Longueuil, 2 avril 1840, lettre citée dans *ibid.*, 67.



L'Eglise canadienne jouit dorénavant d'une liberté qu'elle n'avait jamais possédée depuis 1760. Elle bénéficie, sans s'en rendre parfaitement compte, des avantages de l'établissement de la responsabilité ministérielle et d'un nouveau climat de tolérance religieuse parmi les élites protestantes de la Grande-Bretagne et du Canada anglais. Les principaux porte-parole de la majorité anglo-canadienne se sont rendu compte que la présence de l'Eglise catholique, qui ne groupe qu'une minorité de la population, n'est nullement un obstacle à l'expansion de la colonisation britannique au Canada. Maintenant qu'ils sont devenus la majorité et assurés de diriger eux-mêmes les destinées du pays, les *British Americans* ne voient plus la nécessité d'intervenir directement dans l'administration de l'Eglise. Les plus clairvoyants parmi eux ont même prévu que l'influence pacificatrice et conservatrice du clergé catholique sur la collectivité canadienne-française contribuera à consolider la domination politique et économique de la majorité britannique. Pour comprendre ce point de vue très lucide, on n'a qu'à se rappeler la politique religieuse habile des gouverneurs anglais immédiatement après la Conquête. Depuis 1760, lorsque la foi et la morale ne s'y opposaient pas, les chefs ecclésiastiques n'avaient-ils pas toujours conseillé « l'obéissance aux puissances légitimes », selon l'expression même de Mgr Hubert? L'histoire subséquente du Canada (alliance du clergé avec le parti conservateur de 1854 à 1896, attitude officielle de l'épiscopat lors des crises sur la participation aux guerres extérieures, relations entre le patronat anglo-saxon et les prolétaires canadiens-français, etc.) démontre combien ce calcul était juste.

L'Eglise s'empressa de tirer parti de sa liberté d'action enfin reconquise. Ses chefs, entraînés par l'énergie et la clairvoyance d'un Mgr Bourget, poursuivent une politique de restauration religieuse: fondation de nombreuses institutions nouvelles, études théologiques réorganisées, retraites du clergé, prédication populaire, immigration de religieux français, création de nouvelles paroisses, relations suivies avec Rome, contacts réguliers avec la France catholique, etc. De 1840 à 1865, l'épiscopat canadien dirige une contre-réforme catholique. Celle-ci s'imposait. La libre-

pensée avait fait des progrès considérables parmi les classes dirigeantes laïques[59] et la population, en général, avait pris l'habitude de négliger ses devoirs religieux. En 1842, Mgr Bourget calcule que 12,000 à 13,000 catholiques de son diocèse n'ont pas fait leurs pâques.[60] C'était pourtant au lendemain des missions populaires de Mgr Forbin-Janson qui avaient provoqué un grand mouvement de pratique religieuse. Un historien qui a étudié l'histoire religieuse de cette période a eu raison d'intituler son livre *La Réaction catholique.* Le clergé mène une lutte vigilante contre les derniers représentants de la libre-pensée. L'Institut canadien et tous les anticléricaux qui demeurent fidèles au romantisme révolutionnaire de la décade 1830 font quelque tapage mais n'influencent plus la masse de la population. L'Eglise a obtenu liberté et prestige. Elle s'est gagné la confiance des Canadiens.[61]

En 1867, se crée un gouvernement provincial. Depuis 107 ans, les Canadiens n'ont jamais eu un gouvernement à eux. Ils ont acquis une conception diminuée du rôle de l'Etat parce que leur société s'est développée uniquement à l'intérieur de cadres paroissiaux. Leur pensée politique est incomplète et ils n'ont pas de traditions administratives. Les dirigeants ecclésiastiques gardent leur ancienne méfiance à l'égard du pouvoir civil. Ils n'ont pas oublié les longues luttes que l'Eglise québécoise a dû livrer, depuis la Conquête, pour obtenir et conserver sa liberté d'action. Le programme de plusieurs chefs politiques « rouges » et les outrecuidances de quelques francs-maçons et esprits forts qui se donnent l'illusion d'être la majorité ne sont

59. Voir Trudel, *Influence de Voltaire,* 1: 127-221.

60. Voir Léon Pouliot, *La Réaction catholique de Montréal, 1840-1841* (Montréal, 1942), 22-23.

61. Il est important de souligner ici la contribution essentielle de la France à cette œuvre de restauration catholique. Sans l'aide missionnaire de l'ancienne mère-patrie, l'Eglise canadienne aurait été incapable de réaliser la tâche entreprise par Mgr Bourget, ses collaborateurs et ses successeurs. On constatera facilement tout le ridicule de la thèse selon laquelle la Conquête anglaise avait miraculeusement protégé la société canadienne-française et son Eglise contre les malheurs de la « méchante » Révolution française. Comment soutenir une telle interprétation des faits quand on sait que l'Eglise canadienne a dû puiser aux sources spirituelles et matérielles de la France catholique pour se reconstruire depuis la deuxième moitié du XIXe siècle? De cette France même qui avait subi la « méchante » Révolution!



pas de nature à les rassurer. Le clergé, en général, a encore une confiance très limitée dans les chefs laïcs canadiens-français. Il cherche à s'allier aux plus traditionalistes d'entre eux. Il craint toujours un retour à la période 1820-1840. La situation pénible des catholiques dans plusieurs pays d'Europe continentale, où l'Eglise est victime d'une persécution ouverte et systématique, inspire aux chefs religieux du Canada français une prudence extrême. Ils surveillent étroitement tous les gestes et toutes les initiatives du gouvernement québécois. Celui-ci devient comme paralysé et n'ose pas adopter les réformes qui s'imposent dans deux domaines qui relèvent de sa juridiction: éducation et législation sociale. En 1875, un gouvernement conservateur se sent même obligé de supprimer le ministère de l'Instruction publique.[62] L'enseignement et la prédication des religieux français chassés de leur patrie par une législation sectaire contribueront à préciser davantage la pensée anti-étatiste des principaux interprètes de la société canadienne-française. Quiconque propose une réforme, une initiative, une mesure, un projet nécessitant l'intervention de l'Etat provincial se voit soupçonné de conspiration maçonnique. Une équipe de journalistes et d'écrivains se spécialise dans le dépistage des conspirateurs, quelquefois réels, souvent imaginaires.

Un phénomène vraiment paradoxal s'ensuivit. Dans un Etat démocratique où l'immense majorité de la population était catholique pratiquante et où un gouvernement n'aurait pas pu gouverner sans son appui, les autorités ecclésiastiques adoptèrent à l'égard du pouvoir politique l'attitude que l'Eglise a dû prendre dans les pays où les fidèles catholiques formaient une minorité obligée de se protéger contre l'incompréhension et la persécution d'une majorité hostile ou indifférente. Un peuple catholique avait déclaré la guerre à son gouvernement catholique.

Impossible de s'expliquer une telle situation sans une étude objective de la société canadienne-française depuis la Conquête. Nous avons tenté de donner les grandes lignes de cette évolution historique qui explique comment les chefs ecclésiastiques, les penseurs sociaux et les éducateurs en étaient venus à craindre

62. Voir Rumilly, *Histoire de la province,* 2: 18-19.

l'Etat. De plus, il faut ajouter que les abus révoltants de l'étatisme dans les pays soumis aux dictatures fascistes et communistes ont encouragé l'anti-étatisme de plusieurs sociologues et économistes canadiens-francais contemporains. Ici encore, constatons que l'un des drames de la pensée canadienne-française demeure son incapacité à étudier les problèmes du milieu québécois en fonction des besoins de la société canadienne-française. Notre pensée politique et sociale a toujours été à la remorque d'économistes, de sociologues et de penseurs étrangers dont les conclusions et les directives avaient été élaborées en tenant compte d'une situation bien différente de la nôtre. Chaque société humaine a des problèmes particuliers qu'elle doit étudier elle-même. Elle y parvient en se donnant un véritable enseignement supérieur des sciences sociales confié à des chercheurs qui ne se contentent pas de répéter servilement leurs maîtres européens ou américains. Ces universitaires doivent se dégager d'un faux intellectualisme qui nie les valeurs nationales et avoir l'ambition de servir la collectivité dont ils sont membres.

Les Canadiens français avaient obtenu, en 1867, un Etat provincial qu'ils auraient pu mettre à leur service. Ils ne s'en servirent que très peu. Ils se sont convaincus qu'ils n'en avaient pas besoin. Ils avaient appris à se contenter des cadres incomplets qu'ils avaient eus de 1760 à 1867: la paroisse, l'école, le collège, le diocèse. Un laissez faire général, dont les disciples les plus aveugles de l'économie classique n'ont jamais osé rêver, triompha dans la province de Québec. Les capitalistes *Canadian* et *American* s'en félicitèrent. Ils furent, d'ailleurs, les seuls bénéficiaires de cette situation anormale. Ils eurent entière liberté pour manigancer leurs coups de bourse, pour créer leurs trusts, pour monopoliser les services publics, pour s'approprier les ressources naturelles. Quelques entrepreneurs canadiens-français se joignirent à eux ou tentèrent de les imiter. La plupart se brûlèrent les ailes. L'industrialisation apporta quelques avantages à la population. Celle-ci, habituée à se satisfaire de peu, se montra très heureuse de la tournure des événements et n'exigea pas davantage. Elle crut aux bienfaits du laissez faire.



L'inaction de l'Etat provincial donna satisfaction au plus grand nombre. Les chefs ecclésiastiques, se rappelant les luttes courageuses et nécessaires de leurs prédécesseurs, eurent l'impression d'avoir remporté une grande victoire. La masse de la population avait une grande confiance en son clergé. Celui-ci l'avait méritée par sa compétence et son dévouement. Son autorité était immense. Les gouvernants laïcs, incapables d'adopter et même de penser une politique économico-sociale moins imprévoyante, célébrèrent la prospérité de la province et les mérites de la *free enterprise*. Tout le monde était heureux: l'Etat québécois n'intervenait jamais. Sauf pour favoriser les opérations les plus audacieuses et les moins honnêtes des carnassiers de la finance et de l'industrie. Les intérêts privés s'étaient montrés plus forts que les exigences du bien commun de la population québécoise. Le gouvernement de la seule province canadienne-française du pays fut un gouvernement nationalement neutre qui avait peur de gouverner et qui ignorait ce qu'est gouverner.

L'anti-étatisme systématique des agriculturistes avait donné tous ses fruits. Si quelqu'un doit s'en réjouir, ce ne sont pas les Canadiens français.

*

Nous voici, maintenant, au diapason de l'agriculturisme. Des sociologues, des philosophes, des orateurs patriotiques et des écrivains ont soutenu sérieusement que l'agriculture québécoise fournirait les assises matérielles d'une haute civilisation française et catholique en terre d'Amérique.

Le principal prophète de cet ordre nouveau fut un littérateur française. Dès 1859, Rameau de Saint-Père traçait ce programme ambitieux aux Canadiens: « Accorder un souci moindre à l'industrie et au commerce, s'adonner davantage à l'agriculture, plus utile peut-être pour la vraie puissance des nations, et moins répulsive certainement au développement intellectuel; s'attacher avec la plus grande sollicitude, non pas seulement à répandre l'instruction, mais à en rehausser le niveau en même temps que celui de l'intelligence générale, marier l'élévation des idées à la

science la plus sérieuse, et rehausser par la beauté de la forme, la solidité de la pensée, voilà le but que les Canadiens doivent se proposer, et l'essence même du caractère national, se faisant jour par leurs tendances et leurs goûts, les y porte naturellement. »[63]

Un tel message, lancé par une plume française dans un livre publié à Paris, ne tomba pas dans un milieu insensible et ingrat. Quelques années plus tard, Henri-Raymond Casgrain s'appuyait sur le témoignage de Rameau pour annoncer l'avenir prometteur de la littérature canadienne-française. Emu et troublé, il commit même la maladresse de répéter l'écrivain français sans toujours mettre son texte entre guillemets.[64] Pardonnons-lui ce plagiat certainement involontaire. Mgr Laflèche ne doutait pas un instant du grand rôle destiné à ses compatriotes en Amérique du Nord.[65] Emond de Nevers reprend le même thème trente ans plus tard.[66] Il prévoit que la société agricole canadienne-française sera à l'avant-garde de la civilisation nord-américaine et qu'elle rayonnera par ses centres intellectuels et artistiques. Un peu plus de réflexion et d'observation lui aurait démontré que les communautés paysannes ont à peine les revenus nécessaires pour se donner un enseignement élémentaire convenable.

Appelé à définir « La vocation de la race française en Amérique », Louis-Adolphe Paquet s'écria: « Notre mission est moins de manier des capitaux que de remuer des idées; elle consiste moins à allumer le feu des usines qu'à entretenir et à faire rayonner au loin le foyer lumineux de la religion et de la pensée. »[67] Dans un style moins soigné, le célèbre Thibault affirmait que « notre mission est évidemment religieuse, civilisatrice, colonisa-

63. E. Rameau, *La France aux colonies* (Paris, 1859), 264. Tout son dernier chapitre (pp. 249-275) intitulé « De l'avenir moral et intellectuel des Canadiens en Amérique » est à lire. Jamais l'agriculturisme et le messianisme n'ont atteint à un tel sommet d'éloquence et d'incohérence!

64. Casgrain, « Le mouvement littéraire au Canada », *Le Foyer canadien*, 4 (janvier 1866): 1-31. Article reproduit dans *Œuvres complètes*, 1: 352-375.

65. Discours prononcé le 25 juin 1866, lors de la fête de la Saint-Jean-Baptiste à Ottawa, dans Savaète, éd., *Œuvres oratoires*, 61-62.

66. Voir Nevers, *Avenir du peuple canadien-français*, *passim*.

67. Discours prononcé le 23 juin 1902, Louis-Adolphe Paquet, *Discours et allocutions* (Québec, 1915), 187.



trice et agricole. Notre histoire l'atteste. »[68] Camille Roy, après avoir cité avec approbation le jugement flatteur de Rameau de Saint-Père, conclut que les Canadiens sont « amis de la science et des choses de l'esprit » et qu'ils ont même « le culte de l'esprit ».[69] Le premier historien de la littérature canadienne est reconnu pour avoir eu beaucoup d'indulgence.

La majorité de l'élite canadienne-française accueillit avec reconnaissance et enthousiasme de telles déclarations sur l'avenir mirobolant de la « race française » dans le Nouveau-Monde. Elle souffrait secrètement de l'infériorité économique et politique du groupe ethnique auquel elle appartenait. Par un processus de compensation bien connu des psychologues, elle se consola en rêvant œuvres littéraires et artistiques toujours en puissance mais jamais réalisées, centres universitaires de renommée mondiale, maintien d'une échelle de valeurs que les autres nations, prétendait-on, avaient reniées. Les Anglo-Saxons manieraient la matière qui menaçait de les engloutir pendant que les Canadiens français porteraient précieusement la flamme qui devait régénérer la matière et les Anglo-Saxons! Qui ne se rappelle les éloquents discours des classes de rhétorique que ces pensées romanesques ont inspirés? Discours que d'éternels rhétoriciens se sont crus obligés de répéter même lorsque la vie s'était chargée de détruire toutes leurs illusions collégiales. C'était devenu une mauvaise habitude dont, heureusement, les nouvelles générations semblent vouloir se débarrasser. Les anciens porte-parole de la société canadienne-française s'étaient laissés égarer par un nationalisme romantique et messianique.

Il est surprenant, toutefois, de constater combien cette vieille idéologie influence encore des intellectuels et des universitaires qui prétendent avoir abandonné les mythes de leur enfance et se

68. *Discours à l'occasion de la fête nationale, 1904*, 9.

69. « Notre esprit national », discours prononcé le 27 juin 1904, dans Camille Roy, *Les Leçons de notre histoire* (Québec, 1929), 202. L'auteur du *Précis de doctrine rurale à l'usage des Canadiens français* (voir plus haut, note (17) ) demeure fidèle en 1948 au rêve messianique. Il croit encore en la victoire démographique des Canadiens français et prévoit de « glorieuses destinées » pour la « race » si celle-ci persiste dans sa vocation agricole, voir particulièrement pp. 110 et 149.

croient à l'avant-garde de la pensée canadienne-française contemporaine. Néanmoins, ils continuent toutes les anciennes illusions sur la richesse intrinsèque de la culture franco-canadienne. Ils ne doutent pas que celle-ci est appelée à un brillant avenir et voudraient en faire bénéficier le Canada tout entier. C'est ce qu'ils appellent une « intégration lucide » au grand tout *Canadian*. Ils se font les missionnaire du biculturisme. Celui-ci ressemble étrangement à l'ancein messianisme. Ces mêmes penseurs entretiennent des conceptions sociales aussi puériles que celles des agriculturistes. Ceux-ci voyaient dans la paysannerie la force et le salut de la collectivité. Une nouvelle génération de sociologues, de militants syndicalistes et d'écrivains semble convaincue que notre progrès collectif dépend maintenant de la classe ouvrière. C'est en elle qu'ils ont mis toutes leurs espérances. A l'exemple des marxistes, ils l'invitent à enfanter un monde nouveau. L'ouvriérisme a remplacé l'agriculturisme.[70] Ce dernier nous a menés à une impasse. Le premier risque de conduire à l'agitation sociale permanente. Tout en admettant que les ouvriers sont appelés, comme groupe organisé, à jouer un rôle de plus en plus important dans la vie collective, il ne faut jamais oublier que les classes laborieuses — qu'elles soient rurales ou urbaines — ne constituent qu'une partie subordonnée de l'ordre social. Même si théoriquement leurs chefs représentent la majorité numérique.

70. Le nationalisme messianique traditionnel imprègne toute la pensée du R.P. Georges-Henri Lévesque qu'en certains milieux mal renseignés on a voulu représenter comme un homme qui aurait abandonné les siens, voir particulièrement sa conférence, « Culture française, fait canadien », *Revue dominicaine*, 60 (juillet-août 1954): 6-11. M. Maurice Lamontagne, tout en optant pour une « intégration lucide » au Canada anglais, n'a nullement l'intention d'appauvrir la culture canadienne-française et ne doute pas qu'elle peut avoir un bel avenir, voir son livre *Le Fédéralisme canadien* (Québec, 1954), 290-297. M. Maurice Tremblay, auquel ses recherches en histoires des idées ont pourtant révélé la pauvreté de notre pensée collective, s'imagine que le monde entier attend un message du Canada français, voir son étude, « Orientations de la pensée sociale », dans Falardeau, éd., *Essais sur le Québec,* 208. M. Jean-Charles Falardeau, qui prétend avoir dépassé depuis longtemps le nationalisme de son temps de collège, ne craint pas de servir à ses lecteurs et à ses auditeurs toute la mythologie que ses professeurs d'histoire lui ont enseignée en rhétorique, voir dans *ibid.*, 255-257. Les mêmes thèmes reviennent dans plusieurs de ses conférences, voir « La Province de Québec », texte donné à Radio-Canada, le 5 janvier 1955. Quant à l'ouvriérisme, chaque numéro de *Cité libre* y sacrifie quelques pages et le livre consacré à *La Grève de l'amiante* s'en inspire directement et l'exalte.



Quand aurons-nous une pensée sociale réaliste, appuyée sur les faits et purgée de toute chimère?

Un faux spiritualisme, l'angélisme que Pascal a déjà dénoncé, a longtemps envahi toute la pensée officielle du Canada français. On confondit pauvreté et esprit de pauvreté, renoncement volontaire et privations imposées par les circonstances. Au lieu d'apprendre à dominer les biens matériels afin de les mettre au service d'un idéal, la jeunesse reçut l'ordre de mépriser la richesse. Les raisins que l'on ne peut pas atteindre sont toujours trop verts. Quand quelques voix timides et isolées osaient rappeler que les biens de ce monde ont été donnés à l'homme pour qu'ils les utilise aux fins supérieures prévues par le Créateur, des censeurs éloquents se chargeaient de tonner: « Il n'est pas nécessaire que nous possédions l'industrie et l'argent. Nous ne serions plus des Canadiens français mais des Américains à peu près comme les autres. Notre mission est de posséder la terre et de semer des idées. Nous accrocher au sol, élever des familles nombreuses, entretenir des foyers de vie intellectuelle et spirituelle, tel doit être notre rôle en Amérique. »[71] Les agriculturistes ont toujours eu une définition très incomplète de l'expression « posséder la terre ». Lorsque, à ses premiers cours d'économie politique, il insista sur l'importance et la nécessité pour les Canadiens français de s'enrichir, le jeune Edouard Montpetit se fit rappeler à l'ordre par un journaliste vigilant.[72] Mgr Paquet avait prévenu ses compatriotes que, s'ils voulaient demeurer fidèles à leur mission, ils ne devaient pas donner trop d'importance aux biens matériels: « La richesse n'est interdite à aucun peuple ni à aucune race; elle est même la récompense d'initiatives fécondes, d'efforts intelligents, et de travaux persévérants. Mais prenons garde; n'allons pas faire de ce qui n'est qu'un moyen, le but même de notre action sociale. N'allons pas descendre du piédestal où Dieu nous a placés, pour marcher au pas vulgaire des générations assoiffées d'or et de jouissance. Laissons à d'autres nations, moins éprises

71. Article de Jules-Paul Tardivel, dans son journal *La Vérité*, en 1902. Citation donnée par Rumilly, *Histoire de la province*, 10: 83.

72. Edouard Montpetit, « L'avenir économique des Canadiens français », conférence prononcée devant les membres de la Chambre de Commerce cadette, *Bulletin de la Chambre de Commerce de Montréal* (février 1935), 19.

d'idéal, ce mercantilisme fiévreux et ce grossier naturalisme qui les rivent à la matière. »[73]

M. Montpetit a condamné avec humour ce faux spiritualisme. Lui-même, toutefois, en a subi l'influence. Beaucoup plus qu'il ne l'a cru. En 1938, il déclarait devant les membres de la Société royale: « Mais comment prêcher l'éveil économique sans prendre le parti de la richesse? Ce fut un beau tapage sur la Colline inspirée. S'enrichir, quelle dangereuse doctrine! N'avons-nous pas, contre l'opulence des autres, dressé depuis toujours l'intelligence? Contre l'enseignement pratique, les disciplines inestimables du classicisme? Et contre le matérialisme, la pauvreté vengeresse d'un idéalisme miteux... »[74] On ne peut pas lire ces lignes sans deviner les luttes patientes et épuisantes que nos premiers économistes et sociologues ont dû livrer pour forcer certaines classes dirigeantes du Canada français à prendre conscience des réalités de la vie en Amérique du Nord au XX^e^ siècle. Ils ont perdu une partie considérable de leur temps et de leurs énergies à démontrer l'évidence même. Déjà surchargés de travail dans une société où n'existait pas la division des tâches, ils n'ont pas pu se consacrer exclusivement à leur enseignement et à leurs recherches.

Ce faux spiritualisme engendra un climat social anormal. Les hommes d'argent n'eurent pas dans la société canadienne-française la place qui leur revenait. Ils étaient des inadaptés. Les premiers Canadiens français qui réussirent à faire fortune se montrèrent très souvent plus assoiffés de lucre, plus jouisseurs, plus matérialistes que leurs concurrents *Canadian* ou *American*. Il était évident qu'ils n'avaient pas appris l'art d'être riches. Dans une société qui a été longtemps privée d'un surplus économique, les nouveaux riches se conduisent toujours en parvenus grossiers. A moins d'être intégrés rapidement à cette société et d'y jouer leur rôle dans des cadres élargis et dynamiques. Telle ne fut pas la situation au Canada français. La conduite souvent scandaleuse et ridicule de nos premiers millionnaires, leur anglomanie puérile,

73. Paquet, *Discours*, 197. Tout naturellement, l'orateur appuyait sa doctrine sur le témoignage de Rameau!

74. Citation donnée par Maurice Tremblay, « Orientations de la pensée sociale », dans Falardeau, éd., *Essais sur le Québec*, 207.



— n'étaient-ils pas, pour la plupart, tributaires de l'activité économique du Canada anglais? — leur manque de goût et de culture fournirent des arguments de plus aux contempteurs de la fortune. La richesse impose à ceux qui en bénéficient de lourdes responsabilités. Les premières générations d'enrichis sont souvent incapables de s'en acquitter. Particulièrement, lorsque les préjugés du milieu condamnent les succès matériels. Le faux spiritualisme dont les Canadiens français avaient été gavés les avait très mal prémunis contre les premières ivresses de la fortune et du pouvoir. La remarque de Pascal au sujet de ceux qui tentent d'imiter les anges demeure toujours d'actualité.

*

Rares aujourd'hui ceux qui croient encore aveuglément en la vocation agricole des Canadiens français du Québec. Les derniers défenseurs de la mystique rurale forment un maigre bataillon d'arrière-garde.[75] La prolétarisation massive de nos paysans, l'industrialisation accélérée des dernières années, les nombreux problèmes économiques et sociaux qui exigent des solutions bien différentes de celles proposées par les agriculturistes, l'action des Chambres de Commerce, les progrès considérables des unions

75. Pour le bénéfice de ceux qui seraient tentés de mal l'interpréter, l'auteur désire préciser qu'il n'a jamais eu l'intention de nier ou de sous-évaluer le rôle important dévolu à la classe agricole dans toute société humaine. Comme historien, il sait tout ce que la collectivité canadienne-française doit aux générations de familles qui ont occupé le sol québécois. Leur fidélité rurale a souvent exigé un esprit d'abnégation poussé jusqu'à l'héroïsme. L'histoire des Cantons de l'Est, du Saguenay et du nord laurentien constitue une véritable épopée à la gloire de nos admirables « faiseurs de terre ».

L'historien des idées qui explique et décrit l'agriculturisme n'attaque pas les agriculteurs. Il n'attaque personne mais remplit tout simplement son métier. De plus, les lecteurs constateront que la classe agricole du Québec n'a jamais elle-même prêché l'agriculturisme. Ceux qui enseignaient cette doctrine économico-sociale ne cultivaient pas la terre. Sauf quelques rares exceptions. Nos cultivateurs ne se sont jamais crus membres d'une classe privilégiée ou investis d'une vocation particulière. Ils sont prêts, comme ils l'ont toujours été, à semer et à récolter aussi longtemps que cette occupation leur donne les moyens de faire vivre honorablement leurs familles et d'établir leurs enfants. Ils croient en l'amélioration des techniques agricoles et cherchent, comme tous les autres humains normaux, à hausser leur niveau de vie. Bien encadrés et bien servis par leurs syndicats coopératifs et professionnels, ils entendent recevoir leur juste part du revenu de la province. Ils se savent solidaires de toutes les classes de la société canadienne-française et leurs nouvelles élites travaillent efficacement au bien général de celle-ci. La même remarque s'applique à la classe ouvrière.

ouvrières, le travail énorme poursuivi par les syndicats professionnels et coopératifs dans les milieux agricoles, la formation de nouvelles classes dirigeantes conscientes de leurs responsabilités à l'époque contemporaine, les recherches et les enseignements des spécialistes en sciences sociales, tels sont les principaux facteurs qui forcent les plus myopes à déciller leurs yeux trop longtemps fermés aux réalités de la vie.

Mais il ne faudrait pas conclure trop vite. L'influence agriculturiste, qui a dominé la pensée canadienne-française pendant plus d'un siècle, pénètre encore plusieurs milieux dirigeants. Les organisateurs des Semaines sociales du Canada n'ont-ils pas consacré l'une de leurs récentes réunions à l'établissement rural? Hypnotisée par sa croyance en un passé surhumain et idéalisé, mal préparée aux tâches qui l'attendent, gardant dans un monde qui évolue sans cesse une conception trop rigide de l'ordre social, une partie importante de nos élites semble incapable de comprendre les problèmes contemporains. Notre pensée économique, politique, sociale et pédagogique ne se libère que difficilement des résidus de l'agriculturisme, de l'anti-étatisme et du messianisme. Il est urgent de nous en débarrasser si nous voulons élaborer une politique économique et sociale qui réponde aux besoins de l'heure et qui soit véritablement au service de la collectivité. Le Canada français n'a jamais manqué d'âmes généreuses, capables de tous les dévouements et de toutes les abnégations. L'expérience démontre que cela n'a pas été suffisant. Il lui faut une pensée claire et réaliste, délivrée des anciennes illusions qui ont paralysé son action collective. Citons la remarque judicieuse d'un philosophe contemporain: « Le monde aurait été sauvé plus d'une fois si la qualité des âmes pouvait dispenser de la qualité des idées. »[76]

La nation canadienne-française du Québec fait face à une échéance qu'elle n'a pas la liberté de reculer. Continuera-t-elle à subir presque sans réagir les tragiques déterminismes de son histoire depuis la Conquête? Ou saura-t-elle utiliser efficacement tous les moyens d'action dont elle dispose pour les dominer dans la mesure où elle en a encore la liberté?

76. Léon Brunschvicg, *Les Ages de l'intelligence* (Paris, 1947), i.

## CANADIANISME ET *CANADIANISM*

En Amérique du Nord, deux entités politiques distinctes se sont appelées le Canada. Le premier Canada fut fondé au XVII$^{e}$ siècle. C'était un royaume français. Les colons qui le bâtirent et qui l'habitèrent se nommèrent les Canadiens. Dès la première moitié du XVIII$^{e}$ siècle, ils formaient une nouvelle nation: la nation canadienne. Celle-ci poursuivait un grand idéal, que lui avaient tracé les premiers colonisateurs: établir dans la vallée du Saint-Laurent une société française et catholique, maîtresse de ses destinées en terre américaine. Pour atteindre cet objectif, face à leurs voisins et ennemis, les Canadiens vécurent sur un pied de guerre pendant plus de deux générations. Finalement, leur résistance courageuse et opiniâtre s'écroula devant la force invincible de leurs adversaires.

La Conquête et l'occupation britannique firent disparaître ce premier Canada. Les Anglais vainqueurs appelèrent leur nouvelle colonie la Province de Québec. Néanmoins, il restait encore des Canadiens. Mais ceux-ci avaient perdu leur liberté comme collectivité. Ils vivaient sur un territoire qui serait dorénavant colonisé par une métropole étrangère. L'Angleterre n'avait pas conquis le pays pour le bénéfice des Canadiens. Ceux-ci n'avaient plus de mère-patrie.

Au XIX$^{e}$ siècle, la colonisation anglaise donna naissance à un autre Canada. Ce nouveau pays était l'œuvre des conquérants de 1760, des loyalistes américains et de leurs compatriotes venus de la Grande-Bretagne. C'était un royaume britannique. Ses fondateurs et ses habitants s'identifiaient comme étant des Américains britanniques, les *British Americans*. Ce titre de britanniques les

graphique des Canadiens français dans le Québec. Que chacun en prenne définitivement son parti. Ce nationalisme s'identifie sur certains points avec le nationalisme *Canadian.* La nécessité de maintenir la souveraineté du Canada en Amérique du Nord et de résister à la pression de nos voisins du Sud, par exemple. Mais même sur cette question, les deux groupes ne préconisent pas toujours la même politique. Sur d'autres points, ils diffèrent. Des compromis deviennent alors nécessaires. Parfois, les deux nationalismes s'opposent. La nation minoritaire n'a pas le choix dans ce dernier cas: elle est habituellement forcée de céder devant la volonté de la nation majoritaire. Celle-ci a l'obligation, cependant, de faciliter les choses en ne se montrant pas inutilement provocante. Ses dirigeants doivent prévoir des solutions de rechange si c'est possible ou des adoucissements qui rendent la pilule moins amère. De leur côté, les élites canadiennes-françaises ont tout intérêt à savoir exactement, en rejetant toute illusion sur leur force réelle et sur celle de leurs compatriotes, quelle est la situation véritable de la nation minoritaire dans l'union canadienne. Elles ne doivent jamais demander à la majorité ce que celle-ci ne peut pas leur accorder. Que leurs objectifs soient modestes mais réalisables. Si ces conditions sont respectées, il y a coexistence pacifique. Tel doit être le but de tous ceux qui ont la responsabilité de diriger les deux Canadas.

Voilà les faits. Pourquoi ne pas les admettre avec courage et lucidité? Les défenseurs de l'autonomie du Québec ne servent pas seulement les ambitions légitimes de la collectivité canadienne-française. Ils travaillent efficacement à protéger la stabilité de l'union canadienne en assurant à la minorité le minimum de sécurité dont elle a besoin comme groupe ethnique distinct et que lui garantit la constitution du pays. C'est une sécurité que la politique centralisatrice du gouvernement *Canadian* ne peut pas lui donner. Cette responsabilité appartient à l'Etat provincial du Québec. L'évolution récente du nationalisme canadien-français ne permet plus d'en douter. Pour le bien général du pays et de la nationalité canadienne-française elle-même, il est nécessaire que ce nationalisme soit canalisé vers des objectifs provinciaux. La tranquillité des deux Canadas l'exige.

# TABLE DES MATIÈRES